



S O M M A I R E

Balkans : vingt ans après la guerre de Yougoslavie, où en est la poudrière de l'Europe ?	Page 2
Comment l'UE va former les militaires Ukrainiens	Page 8
Comment la Russie est devenue le plus grand fournisseur d'armes lourdes de l'Ukraine	Page 9
Comment les Himars ont changé le cours du conflit ukrainien et bouleversé la guerre moderne	Page 12
Frappes en Ukraine : l'impasse russe	Page 16
Les nus et les mots. La guerre, point de situation	Page 19
Les scénarios de la guerre sous-marine	Page 23
Que faire si Poutine utilise l'arme nucléaire ? La réponse de grands experts	Page 25
Voici comment l'Otan réagirait en cas d'attaque nucléaire de Moscou	Page 34



Balkans : vingt ans après la guerre de Yougoslavie, où en est la poudrière de l'Europe ?

Vingt ans après la fin de la guerre de Yougoslavie, les tensions interethniques perdurent et les Balkans conservent cette réputation de poudrière de l'Europe. Comment cela s'explique-t-il ?

Florent Marciacq : Les Balkans comptent effectivement plusieurs foyers crisogènes, mais il ne faut pas aborder cette région uniquement sous cet angle. Ce n'est pas une spécificité propre aux Balkans. En effet, la région des Balkans est aujourd'hui particulièrement bien intégrée dans la géographie humaine, économique et en partie politique de l'Europe. Un certain nombre de citoyens balkaniques ont déjà acquis la citoyenneté européenne ou font partie des populations de l'Union européenne (UE). À l'Université de Vienne, par exemple, 58 % des étudiants viennent des Balkans. Au niveau économique, de nombreuses entreprises européennes, notamment françaises, autrichiennes ou italiennes, sont bien implantées dans la région. L'UE est d'ailleurs le premier investisseur et le premier partenaire commercial des Balkans, une région complètement enchâssée dans les réseaux transeuropéens de transport.

Mais politiquement, c'est là que le bât blesse. Car si les pays des Balkans s'alignent beaucoup sur l'UE, la fébrilité des perspectives liées au lent processus d'adhésion à l'Union génère un certain nombre de vulnérabilités. Ces dernières ouvrent ainsi le flanc au déploiement de facteurs extérieurs qui cherchent à influencer les pays de la zone, ou à des potentats locaux qui profitent de ce vide pour se maintenir au pouvoir et rétribuer leur réseau d'influence. C'est dans ce contexte que viennent s'imbriquer un certain nombre de crises dans toute la région et que l'on peut notamment observer en Bosnie-Herzégovine ou en Serbie.

En juin 2022, alors que l'UE accordait à l'Ukraine et à la Moldavie le statut de candidat à l'adhésion, les dirigeants des Balkans occidentaux étaient reçus à Bruxelles pour faire le point sur leur propre processus d'adhésion. Le 19 juillet 2022, l'UE donnait son feu vert pour l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord et l'Albanie. Où en est concrètement ce processus d'adhésion pour chacun des pays candidats ? Quelles sont les perspectives alors qu'il était question de ralentir le processus d'intégration de nouveaux membres ?

Pour adhérer à l'UE, il faut mener à bien deux processus distincts : d'une part, un processus d'adhésion qui dépend des progrès réalisés par les pays aspirants à rejoindre l'UE, et, d'autre part, un processus d'élargissement qui est un processus de cooptation par les États membres. Le problème provient du fait que ces deux processus tournent aujourd'hui au ralenti.

Le processus d'adhésion est un processus de longue haleine certes, mais son horizon n'a eu de cesse d'être repoussé. Auparavant, pour les pays d'Europe centrale et orientale, il avait fallu attendre treize ans entre l'obtention du statut de candidat et l'adhésion. Si l'on compare cette situation au cas de la Macédoine du Nord, cette dernière a reçu son statut de candidat il y a déjà dix-sept ans maintenant, mais il n'y a toujours pas d'adhésion en vue.



Par ailleurs, si nous prenons les critères de Copenhague (1), qui déterminent les conditions devant être remplies pour les pays aspirant à intégrer l'UE, on se rend compte qu'il n'y a pas de réelle convergence avec les pays de la région. La Macédoine du Nord a certes réalisé de grands progrès, mais son rattrapage économique est encore très loin de la situation des pays de l'UE. Du point de vue de l'acquis communautaire (2), il faudrait encore quelques décennies avant d'adopter l'ensemble de l'acquis. Et ce processus ne peut pas être accéléré car cela nécessiterait de faire moins de consultations, d'impliquer moins la société civile, ce qui occasionnerait une transformation finale plus superficielle. Enfin, concernant le troisième critère de Copenhague, qui est politique, il n'y a là encore aucune convergence—à l'exception notable de la Macédoine du Nord et du Kosovo d'une certaine façon—car nous assistons plutôt à un glissement autoritaire dans la plupart des pays de la région, ou à une convergence avec la Hongrie. Le processus d'adhésion est donc très long, du fait de l'absence de convergence effective, et il est ainsi très difficile aujourd'hui de dire de combien de temps auront besoin ces pays pour répondre aux critères de Copenhague.

En ce qui concerne le processus d'élargissement, il est lui aussi devenu problématique car extrêmement imprévisible. En effet, suite à la fatigue de l'élargissement—notamment dans certains pays comme la France, les Pays-Bas ou le Danemark—certains États sont aujourd'hui assez réticents à accélérer le processus. Ils voient cela comme une menace de l'approfondissement futur de l'Union. Un certain nombre de mécanismes ont ainsi été mis en place pour freiner ce processus d'élargissement. C'est notamment le cas en France, où un référendum est désormais obligatoire pour toute adhésion d'un nouvel État membre. À cela s'ajoutent également des divergences entre États membres tandis que d'autres abusent de leurs prérogatives, notamment entre pays frontaliers, au bénéfice de leurs propres intérêts nationaux. Ces derniers vont alors bloquer des États candidats, comme ce fut le cas entre la Bulgarie et la Macédoine du Nord ou entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine. Ces États cherchent donc à influencer le processus dans une mauvaise direction.

Au final, les perspectives d'adhésion à l'UE pour les pays de la région sont très lointaines. En conséquence, il n'y a pas lieu de se demander quand ces adhésions auront lieu, même si certaines initiatives récentes tendent à leur donner un nouvel élan. Cette incertitude liée aux perspectives d'adhésion constitue l'un des cœurs du problème.

Comment les États des Balkans gèrent-ils cette incertitude ?

Malheureusement, ils n'ont pas beaucoup de choix. Deux solutions s'offrent à eux. Il y a d'abord ceux qui ont la volonté réelle d'intégrer l'UE et de faire les réformes nécessaires, et qui ne peuvent donc que continuer à faire les efforts, malgré la fébrilité des perspectives. Et il y a les autres, comme la Serbie, ou le Monténégro auparavant, qui n'ont pas réellement une volonté d'intégrer l'UE. Ils utilisent les éléments de langage que l'UE utilise dans le cadre de la politique d'adhésion, mais la concentration de pouvoir y est telle que les intérêts des gouvernements en place conduisent plutôt vers le maintien d'un statu quo. Nous assistons donc à une transformation de façade, qui envoie des signaux de fumée pour conforter l'UE et ainsi bénéficier de subventions, mais sans chercher réellement à démocratiser et à transformer le pays. De son côté, l'UE ferme un peu les yeux sur la situation et se contente d'entendre ce qu'elle souhaite entendre.



Il faut savoir que dans l'ensemble des pays de la région, même s'il y a un changement de pouvoir, les systèmes de captation d'État qui sont mis en œuvre par les élites font qu'il est extrêmement difficile de changer le système du régime et de transformer démocratiquement le pays. Cela prend beaucoup de temps. Il faut donc voir comment vont évoluer les choses dans des pays comme le Monténégro ou la Macédoine du Nord, où les gouvernements actuels sont favorables à l'UE. Car, à force d'être rejetées, les forces politiques qui ne sont pas profondément pro-européenne peuvent reprendre pied.

Parallèlement, quel est le bilan de l'intégration des pays des Balkans ayant déjà intégré l'UE, à savoir la Slovénie et la Croatie ?

L'adhésion à l'UE n'est pas la panacée. Adhérer à l'UE n'est pas la solution à tous les problèmes. C'est un objectif, mais il ne prime pas sur d'autres objectifs. C'est davantage une méthode.

Pour prendre l'exemple de la Croatie, nous avons pu observer une progression économique importante. Mais elle s'est accompagnée d'une progression des inégalités avec une précarisation du travail. Nous assistons par ailleurs à une émigration qui a triplé depuis l'adhésion. Nous observons également une difficulté des organisations de la société civile à maintenir leur influence. En effet, une fois que le pays a intégré l'UE, ces organisations voient leurs fonds considérablement diminuer. Cela entraîne une fragilisation de ce vivier dans un contexte où le processus d'adhésion renforce de fait l'exécutif vis-à-vis des autres pouvoirs. Nous avons pu observer qu'il y a une concentration des pouvoirs qui s'opère avec le processus d'adhésion. Cela ne va pas nécessairement de pair avec une démocratisation apaisée et enracinée de ces pays.

Tout cela s'observe très clairement en Croatie où, malgré les progrès économiques depuis l'adhésion, aucun travail n'a été fait sur le passé. Aucun processus de réconciliation n'a été entamé dans la région. Un fort sentiment nationaliste s'est développé dans le pays et l'adhésion n'a pas contribué à le faire diminuer. Il faut savoir que la Croatie s'ingère volontiers dans les affaires de la Bosnie-Herzégovine et promeut une vision extrêmement nationaliste de l'organisation de l'État.

L'adhésion à l'UE reste donc un objectif important mais il ne faut pas que l'arbre de l'adhésion européenne dissimule la forêt des autres objectifs stratégiques beaucoup plus importants qui sont ceux liés à la démocratisation, à la transformation et à une vision plus participative de la société dans la gouvernance des États.

Les populations slovène et croate sont-elles heureuses de leur intégration à l'UE ?

Cela ne fait aucun doute. D'une part pour une question de statut, car devenir membre de l'UE, ce n'est pas la même chose que d'être candidat. Il y a aussi des raisons liées à l'accès aux fonds structurels de cohésion de l'UE qui sont massifs. Par ailleurs, être membre de l'UE permet de multilatéraliser un certain nombre de questions qui sont importantes dans la politique étrangère de ces « petits pays ». Lorsqu'un État membre a un problème avec un voisin, le fait d'être membre de l'UE permet de multilatéraliser le problème et d'accroître l'asymétrie de pouvoir vis-à-vis du pays non-membre, ce qui constitue une déviance du système.



Ce sont des avantages très concrets pour la Slovénie et la Croatie, et ces pays ne manquent pas de les utiliser. Enfin, le fait d'être membre de l'UE assure une forme d'attractivité économique, grâce à la garantie d'une stabilité du droit qui favorise les investissements. Mais cela a un certain coût pour des pays qui pouvaient avoir un système social relativement développé et qui ont dû faire des efforts pour libéraliser les investissements et accroître la compétitivité. Il y a donc aussi eu des perdants lors de l'adhésion à l'UE, tout comme il y a eu des perdants dans la mondialisation.

Début juillet 2022, l'OTAN rappelait sa détermination à œuvrer pour un environnement sûr et sécurisé dans les Balkans occidentaux et plus largement pour la stabilité de la région. Quel est le bilan de l'intégration des cinq pays des Balkans au sein de l'OTAN ?

La Slovénie a intégré l'OTAN dès 2004. Puis ce fut le tour de l'Albanie et de la Croatie en 2009. Ensuite, le Monténégro et la Macédoine du Nord ont respectivement adhéré à l'OTAN en 2017 et en 2020. Ces pays participent tous aujourd'hui aux missions de l'OTAN.

De son côté, la Bosnie-Herzégovine a rejoint le plan d'action pour l'adhésion à l'OTAN en 2018 et la Serbie est membre du Partenariat pour la paix depuis 2006. Le cas du Kosovo est un peu différent puisqu'il nourrit sans ambiguïté sa volonté d'intégrer l'OTAN, mais reste entravé par les positions de quatre pays membres de l'alliance—à savoir l'Espagne, la Grèce, la Roumanie et la Slovaquie—qui refusent de reconnaître son indépendance. Après l'invasion de l'Ukraine, le gouvernement du Kosovo a appelé l'OTAN à lui ouvrir les portes d'une adhésion. La question de l'OTAN n'est donc pas une question nouvelle dans les Balkans. On a eu et continue à avoir des opérations de l'OTAN dans la région. Mais cette question prend aujourd'hui une dimension différente au regard de la guerre en Ukraine. À Pristina ou à Sarajevo se cristallisent de vives craintes vis-à-vis de la Russie et d'une déstabilisation possible de la région, le rôle de la Serbie étant particulièrement pointé du doigt. Cette crainte n'est pas sans fondements, comme l'illustrent les événements au Monténégro en 2016 (3), avec la tentative de coup d'État qui a impliqué des citoyens russes, ou encore les manifestations violentes de 2018 en Macédoine du Nord, impliquant la Russie (4).

Quid des perspectives d'adhésion à l'OTAN de la Bosnie-Herzégovine qui est candidate ?

La situation du pays est extrêmement compliquée car l'adhésion à l'alliance transatlantique est un facteur très clivant dans certains pays de la région. C'est notamment le cas en Serbie, mais aussi au Monténégro. Le manque de vision commune entre les différents membres de la présidence tripartite de Bosnie empêche aujourd'hui toute progression d'une éventuelle adhésion du pays à l'OTAN.

Depuis des années maintenant, la Serbie, qui est candidate à l'UE, entretient des liens étroits avec Moscou. Comment Belgrade, qui est aujourd'hui entourée d'États membres de l'Alliance atlantique, gère-t-elle cet entre-deux ?

La Serbie gère cette situation pour son propre intérêt et, malheureusement, elle y parvient relativement bien. Le facteur russe est très important pour Belgrade dans sa lutte contre la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo. En tant que membre du Conseil de sécurité de l'ONU, Moscou apporte un soutien constant aux Serbes.



Depuis 2007 maintenant, la Serbie a promulgué une doctrine de neutralité—quelques mois avant l'indépendance du Kosovo—qui consiste en un rejet explicite de toute adhésion à l'OTAN, qui se nourrit également d'un ressentiment très vif à l'encontre de l'Occident. Il faut se souvenir que le pays a été bombardé par l'OTAN en 1999 et ce ressentiment qui en résulte est utilisé encore aujourd'hui dans les médias serbes et résonne de façon systématique avec la désinformation russe.

La Serbie et la Russie ont par ailleurs noué un partenariat stratégique en 2009, qui a été étendu en 2013. De nombreuses initiatives ont par la suite découlé de ce partenariat, notamment en termes d'achat d'armement russe, de coopération technique et militaire ou de participation de la Serbie à des exercices militaires conjoints avec les forces russes.

Bien que Belgrade cherche à rassurer l'UE—partenaire privilégié au niveau économique—en expliquant qu'elle compte sur cette relation avec l'Europe, la Serbie cherche aussi à maintenir ce facteur russe dans l'équation de sa politique étrangère. Elle cherche à le maintenir à des niveaux plus politiques, de par les liens étroits entre le parti Russie unie de Vladimir Poutine et le Parti progressiste serbe (SNS) du président Aleksandar Vucic, qui multiplie les déplacements en Russie quel que soit le contexte international.

Enfin, l'influence russe est également très présente dans la population serbe, très favorable à la Russie, et dans les médias du pays. Ces derniers se font le relais des positions officielles du Kremlin. Ainsi, en mars 2022, seuls 26 % des Serbes attribuaient l'invasion de l'Ukraine à la Russie. Au contraire, ce sont les États-Unis à 60 % et l'OTAN à 51 % qui en portent la responsabilité.

Comment se positionnent les autres pays de la région sur la question de l'invasion de l'Ukraine ?

Le positionnement des pays des Balkans sur la question est relativement clair, à l'exception notable de la Bosnie-Herzégovine qui a du mal à délivrer une vision commune de politique étrangère. Ainsi, à l'exception de la Bosnie et de la Serbie, tous les pays de la région reconnaissent le rôle de la Russie dans cette agression qui n'a pas été provoquée. Ils s'alignent sur les déclarations et les sanctions de l'UE. Il est à souligner l'activisme du Kosovo dans ce positionnement, alors même que ce dernier n'est pas reconnu par l'Ukraine. Le Kosovo a également pointé du doigt la Serbie et le risque qu'elle fait peser sur la sécurité régionale à cause de sa proximité avec Moscou.

Malgré une croissance de 7,4 % en 2021, la Banque mondiale a réduit ses prévisions de croissance économique pour six pays des Balkans occidentaux pour 2022, en raison de la guerre en Ukraine qui a coupé court à la reprise postpandémique. Quelle est la situation économique de la région et dans quelle mesure l'actuelle guerre en Ukraine a-t-elle un impact sur les Balkans ?

Il existe un réel fossé économique entre les pays de la région et l'UE. Lorsque l'on parle de vulnérabilités économiques pour l'UE, cela signifie qu'elles sont encore plus prégnantes dans les Balkans, compte tenu d'une structure économique déjà fragile. Si l'on prend le cas des dépenses énergétiques, la consommation en gaz russe constitue un réel enjeu. La Macédoine du Nord et la Bosnie-Herzégovine importaient l'ensemble de leurs besoins en gaz de Russie.



De son côté, la Serbie en importe 70 %. Cela constitue donc une réelle vulnérabilité en termes de sécurité énergétique. C'est l'un des défis de l'UE que d'essayer d'avoir une vision continentale de la sécurité et de chercher à apporter des solutions, y compris pour les pays des Balkans.

Il existe également des vulnérabilités en matière de sécurité alimentaire, qui se sont renforcées depuis la guerre en Ukraine. Il y a bien évidemment une inflation de certains produits, avec des situations complexes pour certains pays comme l'Albanie qui importait 50 % de son blé de Russie et d'Ukraine.

Il faut enfin garder en tête que la pauvreté constitue un élément sensible de déstabilisation dans les Balkans. Les problèmes économiques peuvent se traduire en instabilité politique, peut-être davantage encore que les narratifs nationalistes. Une situation de dégradation économique serait un problème à la fois pour la région, mais aussi pour l'UE.

Les Balkans occupent une position stratégique sur la route du gaz vers l'UE. Moscou, Ankara et Bakou ont développé plusieurs gazoducs et les Américains livrent du GNL en Croatie. Alors que le marché européen du gaz s'agite depuis l'invasion de l'Ukraine, quelles sont les perspectives de développement pour la région ?

Il y a dans les Balkans de réels enjeux de connectivité énergétique, notamment si l'UE cherche à développer ses approvisionnements vers d'autres régions comme l'Azerbaïdjan. Par ailleurs, une meilleure connectivité de l'approvisionnement énergétique permettrait de répartir les surplus d'énergie—notamment hydraulique—vers les pays voisins et ainsi de réduire les vulnérabilités abordées précédemment. Notons néanmoins que certains pays de la région ne sont pas en situation de dépendance, puisqu'ils produisent de l'énergie. C'est le cas par exemple de l'Albanie dont presque 100 % de la consommation est assurée par l'hydroélectricité.

Cependant, tout projet de connectivité énergétique se heurte bien souvent—comme c'est le cas également pour la connectivité dans le transport—à des manques de coopération ou des rivalités politiques entre gouvernements sur des lignes nationalistes. Cela nuit malheureusement au potentiel que pourrait avoir cette région pour se consolider elle-même, mais aussi pour consolider les routes d'approvisionnement vers l'UE.

Enfin, même si l'UE décide de se passer de gaz russe, il ne faut pas oublier que, dans la région, les questions de connectivité demeurent très politiques. Un certain nombre de rivalités régionales empêchent ou limitent toute coopération, comme par exemple la non-reconnaissance du Kosovo par trois pays de la région. Avant de pouvoir connecter les différents points d'une constellation, encore faut-il qu'ils se reconnaissent.

Propos recueillis par Thomas Delage le 2 août 2022.

Notes

(1) L'adhésion est soumise à certains critères (appelés « critères de Copenhague ») qui ont été définis lors du Conseil européen de Copenhague en 1993 et renforcés lors du Conseil européen de Madrid en 1995.



Il s'agit de la présence d'institutions stables garantissant la démocratie, l'état de droit, les droits de l'homme, le respect des minorités et leur protection ; d'une économie de marché viable et de la capacité à faire face aux forces du marché et à la pression concurrentielle à l'intérieur de l'UE ; de l'aptitude à assumer les obligations découlant de l'adhésion, notamment la capacité à mettre en œuvre avec efficacité les règles, les normes et les politiques qui forment le corpus législatif de l'UE (l'« acquis ») et à souscrire aux objectifs de l'union politique, économique et monétaire.

(2) L'expression « acquis communautaire » fait référence à l'ensemble du corpus juridique communautaire, c'est-à-dire à la somme des droits et obligations juridiques qui lient les États membres de l'UE.

(3) AFP, « Coup d'État avorté au Monténégro : prison pour deux opposants prorusses », Le Point, 9 mai 2019 (https://www.lepoint.fr/monde/montenegro-verdict-au-proces-sur-un-projet-de-coup-d-etat-prorusse-09-05-2019-2311483_24.php).

(4) Euronews, « Moscou veut-il faire capoter l'accord sur la Macédoine ? », 19 juillet 2018 (<https://fr.euronews.com/2018/07/18/moscou-veut-il-de-faire-capoter-l-accord-sur-la-macedoine->).

areion24.news

Comment l'UE va former les militaires ukrainiens

Par Jean-Dominique Merchet - 06 octobre 2022 à 6h00

Bruxelles remboursera certaines livraisons d'armes des Etats et va mettre en place une mission de formation des militaires ukrainiens

A bas bruit, la guerre d'Ukraine sert d'accélérateur à la défense européenne. Certes, l'Otan et le lien avec les Etats-Unis sont renforcés par l'agression russe, mais Bruxelles s'active de son côté. L'UE le fait au travers de deux structures : la Facilité européenne pour la paix (FEP) et la future mission de formation des militaires ukrainiens, EUMAM (European Union Military Assistant Mission).

Cette dernière a été annoncée fin août par le haut-représentant Josep Borrell et elle pourrait être officiellement lancée le 17 octobre prochain, sauf blocage de la part de la Hongrie. Complémentaires des formations déjà engagées par les alliés – en particulier les Britanniques –, l'EUMAM se concentrera sur l'instruction « collective » des soldats ukrainiens, après leur formation individuelle : manœuvrer en sections, compagnies, voire bataillons. Des formations spécialisées (médecine de guerre, déminage, cyber...) seront également proposées.

Chaque Etat membre volontaire fournira les « modules » qu'il souhaite et Bruxelles assurera le financement des « coûts communs » de cette mission. L'EUMAM fonctionnera sur le territoire de l'UE, pas en Ukraine. Cela se fait au prix d'une acrobatie juridique : en principe, l'UE ne peut pas mettre en place des missions militaires chez elle. Elle sera donc « provisoirement » installée dans l'UE, mais fonctionnant « pour l'extérieur ».



La Pologne devrait jouer un rôle majeur dans l'EUMAM, mais l'Allemagne souhaite également s'y investir. La France y participera, indique le ministère des Armées et pourrait s'appuyer sur sa présence militaire en Roumanie. L'objectif est de former plus de 10000 militaires ukrainiens durant l'hiver

Politiquement correct. L'autre mécanisme, la Facilité européenne de paix porte assez mal son nom, puisqu'il s'agit de financer un effort de guerre. Qu'importe le « politiquement correct » bruxellois, l'urgence est là. Dotée par chacun des Etats membres en proportion de son PIB, elle remboursera ces mêmes Etats du montant de leurs livraisons d'armes à l'Ukraine. L'UE ne fournit pas directement des équipements militaires à Kiev. Il s'agit d'un mécanisme de solidarité financière au sein de l'UE, les plus riches finançant les livraisons des plus pauvres. Il fonctionne au bénéfice des pays d'Europe de l'Est, moins riches mais capables de fournir dans l'urgence des matériels anciennement soviétiques.

Dès la fin février, une première tranche de 500 millions avait été débloquée. Nous en sommes aujourd'hui à 2,6 milliards et la sixième tranche est en cours de discussion. Les remboursements aux Etats pourraient débuter avant la fin de l'année et s'étaler jusqu'en 2027.

Lors de sa création en 2021, le budget prévisionnel de la FEP était de 5,7 milliards sur sept ans. Personne, alors, n'imaginait que celle-ci serait utilisée pour une guerre en Europe. Elle était surtout des opérations en Afrique. Avec les sommes déjà allouées (1,2 milliard) sur d'autres théâtres que l'Ukraine, la FEP a déjà engagé près de la moitié de son budget septennal. Il faudra vraisemblablement abonder ce fond en 2023. Trois Etats membres (Irlande, Autriche, Malte) s'interdisent de financer des armes létales, mais compensent avec des équipements non-létaux.

Comment la Russie est devenue le plus grand fournisseur d'armes lourdes de l'Ukraine

Par Yaroslav Trofimov | *The Wall Street Journal* - 06 octobre 2022 à 17h45

Les troupes de Kiev reprennent la main grâce aux chars, aux obusiers et aux munitions abandonnés par les forces russes qui battent en retraite

L'Ukraine a capturé 460 chars de combat russes, 92 obusiers automoteurs, 448 véhicules de combat d'infanterie, 195 véhicules blindés de combat et 44 systèmes de lance-roquettes multiples.

Manu Brabo for The Wall Street Journal



KOUPIANSK, Ukraine — Des chars, des obusiers et des véhicules de combat russes capturés et abandonnés, sur lesquels le marquage tactique « Z » a été gratté à la hâte et remplacé par des croix ukrainiennes peintes, sont utilisés contre leurs anciens propriétaires à mesure que les troupes de Kiev progressent dans la partie orientale du pays.



La rapide percée de l'Ukraine dans la région de Kharkiv, il y a un mois, a eu pour conséquence de mettre des centaines de blindés russes entre les mains de Kiev, rapportent les responsables militaires, tandis que l'armée russe en déroute laissait derrière elle ses armes lourdes et des dépôts de munitions bien garnis.

Certains équipements russes étaient utilisables immédiatement, tandis que d'autres sont en train d'être réparés pour retourner au front. Les chars, les véhicules et les fusils trop abîmés pour servir sont dépecés pour récupérer des pièces détachées. Détail crucial, la Russie a aussi laissé derrière elle de grandes quantités d'obus d'artillerie de type soviétique qui commençaient à manquer cruellement à l'Ukraine.

Ce butin arrive à point nommé pour les forces ukrainiennes qui sont en train de reprendre certaines parties de la région orientale du Donetsk, notamment la ville de Lyman, et poussent plus loin vers l'est dans l'oblast de Louhansk. Kiev a repris plus de 10 000 kilomètres carrés de terre dans l'est du pays au cours du dernier mois, en plus de ses avancées dans le Sud.

Un bataillon ukrainien, le Karpatska Sitch, a saisi 10 chars modernes T-80 et cinq canons automoteurs 2S5 Giatsint de 152 mm après être entré dans la ville d'Izioum le mois dernier, selon son chef d'état-major adjoint, Rouslan Andriyko.

« Nous avons tellement de trophées que nous ne savons même plus quoi en faire », constate-t-il. « Nous avons commencé comme un bataillon d'infanterie, et nous sommes en train de devenir un bataillon mécanisé. »

Le chef d'état-major d'un bataillon d'artillerie sur le front de Kharkiv explique que son unité utilise désormais quatre obusiers automoteurs russes 2S19 Msta de 152 mm, en plus de fusils de fabrication américaine, et dispose aujourd'hui d'un grand nombre de munitions de calibre soviétique.

« Les Russes n'ont plus l'avantage de la puissance de feu. Nous avons écrasé toutes leurs unités d'artillerie avant de lancer l'offensive, et puis nous nous sommes mis à avancer si vite qu'ils n'ont même pas eu le temps de faire le plein de leurs chars », se réjouit l'officier. « Ils se sont tout bonnement enfuis en laissant tout derrière eux. »

Ajoutés aux armes récupérées lors de la retraite russe de Kiev et d'autres zones du nord de l'Ukraine en avril, ces gains récents ont transformé Moscou, et de loin, en plus grand fournisseur d'armes lourdes à l'Ukraine, largement devant les Etats-Unis ou d'autres alliés d'un point de vue des chiffres, selon les analystes des renseignements en open-source. Toutefois, les armes fournies par l'Occident sont en règle générale plus sophistiquées et plus précises.

L'Ukraine a capturé 460 chars de combat russes, 92 obusiers automoteurs, 448 véhicules de combat d'infanterie, 195 véhicules blindés de combat et 44 systèmes de lance-roquettes multiples, selon des preuves visuelles recueillies sur les réseaux sociaux et les informations communiquées par Oryx, un cabinet de conseil et d'analyse du renseignement en open source. Le vrai chiffre est très probablement supérieur, car tous les équipements capturés ne sont pas forcément filmés.



Le fait d'avoir appris comment se servir de différents systèmes d'armements dans un temps relativement court a permis à l'Ukraine de réaffecter efficacement les armes russes récemment capturées. Tout ce matériel est loin d'être à la pointe de la technologie. « Ce qu'ils capturent, c'est un mélange d'équipements modernes qu'ils peuvent utiliser de façon relativement efficace, et d'autres qui auraient vraiment leur place dans un musée », explique Jakub Janovsky, chargé de compiler les décomptes des pertes d'armes chez Oryx.

La Russie aussi a saisi des armes ukrainiennes, principalement dans les premiers jours de la guerre lorsqu'elle envahissait de grandes parties du pays. Selon les calculs d'Oryx, la Russie a capturé 109 chars ukrainiens, 15 canons automoteurs et 63 véhicules de combat d'infanterie depuis février.

A Izioum, l'Ukraine a récupéré davantage de blindés russes sophistiqués, comme des chars T-90 et des véhicules de combat d'infanterie BTR-82 avec canons automatiques. Le commandant de la 92e brigade d'Ukraine, qui a joué un rôle majeur sur le front de Kharkiv, a été filmé cette semaine en train de circuler dans un T-90 qui ne faisait pas partie de l'arsenal ukrainien avant la guerre.

Les alliés occidentaux n'ont pas envoyé de chars de fabrication occidentale à l'Ukraine. Mais Kiev a reçu environ 230 chars T-72 modernisés de Pologne et quelques douzaines d'autres de la part de la République tchèque. L'aide américaine et européenne s'est concentrée sur la fourniture d'artillerie de précision standard de l'Otan, comme les obusiers M777 et les M109 Paladin de fabrication américaine, les Panzerhaubitze 2000 allemands et les obusiers Krab polonais, ainsi que les systèmes de lance-roquettes Himars. Ces armes ont permis à Kiev de tenir ses positions lorsqu'elle a commencé à manquer d'artillerie de calibre soviétique en mai.

Le fait d'avoir appris comment se servir de différents systèmes d'armements dans un temps relativement court a permis à l'Ukraine de réaffecter efficacement les armes russes récemment capturées, explique le colonel Serhiy Tcherevatyi, du commandement opérationnel Est ukrainien.

« Elles datent de l'école de construction soviétique qui est facile à comprendre pour nous », dit-il. « Si notre peuple a réussi à apprendre comment se servir du Panzerhaubitze, des Krab et des Paladin américains, ce n'est vraiment pas un problème de maîtriser les systèmes russes si semblables aux nôtres. »

Si les unités ukrainiennes gardent souvent les armes et les munitions les plus petites pour elles, les grosses pièces de type chars et artillerie sont généralement redistribuées par le biais du commandement de la logistique de l'armée, rapporte Oleksiy Danilov, secrétaire du Conseil de défense et de sécurité nationale du pays. « Mais même dans ce cas, elles restent dans la même zone, ce qui n'est que justice », ajoute-t-il. Le bataillon Karpatska Sitch, par exemple, a transféré vers d'autres parties de l'armée les obusiers capturés et gardé les chars pour lesquels il pouvait trouver des équipages.



Le commandant du bataillon affirme que ces chars sont désormais officiellement alloués à l'unité et qu'ils sont régulièrement approvisionnés par le service logistique militaire en munitions et carburant, et entretenus par des équipes qui viennent depuis des usines de fabrication de chars ukrainiennes. L'Ukraine était un important fabricant et exportateur de chars avant la guerre.

« Remporter ces trophées nous donne un sentiment de fierté et c'est bon pour le moral des troupes », affirme le commandant, qui a lui-même utilisé un fusil d'assaut russe lors d'un récent combat au cours duquel son bataillon a repris un village dans la région de Donetsk.

Comment les Himars ont changé le cours du conflit ukrainien et bouleversé la guerre moderne

Par Stephen Kalin et Daniel Michaels | *The Wall Street Journal* - 10 octobre 2022 à 17h45

Le système de lance-roquettes américain, très mobile et de haute précision, contrarie le projet d'invasion de la Russie tout en révolutionnant la stratégie militaire



Depuis le mois dernier, les Ukrainiens ont repris des pans entiers de territoire dans l'est de leur pays et écrasé les troupes russes dans le sud grâce aux Himars fournis par les Américains.

Roman Koksarov/AP/SIPA/Roman Koksarov/AP/SIPA

RÉGION DE MYKOLAÏV, Ukraine — Une révolution mondiale dans l'art de la guerre est en train de faire pencher la balance dans le conflit entre l'Ukraine et la Russie, en mettant entre les mains des troupes de première ligne une capacité létale qui, jusqu'à présent, nécessitait des avions, des navires ou de lourds véhicules à chenilles. Elle ouvre également la perspective de modifier des

champs de bataille en dehors de l'Europe de l'Est.

La pièce maîtresse de ce nouvel ordre de bataille est le M142 High Mobility Artillery Rocket System, ou Himars. Fourni par les Etats-Unis et utilisé par les soldats ukrainiens depuis juin, il vient renforcer un armement léger et précis comprenant des drones, des roquettes antichars Javelin et des missiles antiaériens Stinger, qui bénéficient d'un guidage GPS et d'une microélectronique avancée.

Capables d'anéantir des bases militaires, des dépôts de munitions et des infrastructures russes situés loin derrière les lignes de front, les 16 Himars de l'Ukraine ont aidé ses troupes à stopper cet été une avancée russe sanglante. Depuis le mois dernier, les Ukrainiens ont repris des pans entiers de territoire dans l'est de leur pays et éreinté les soldats du Kremlin dans le sud. Washington s'est récemment engagé à livrer 18 Himars supplémentaires.

Dans l'arsenal de Kiev, les Himars offrent une combinaison unique de portée, de précision et de mobilité qui leur permet de faire le travail traditionnellement effectué par des dizaines de lanceurs tirant des milliers d'obus.



« Le Himars fait partie d'une révolution de la précision qui transforme les armées lourdement équipées en quelque chose de léger et de mobile »

En diminuant le nombre de lanceurs et en garantissant pratiquement que les cibles seront atteintes, les Himars et les autres équipements bouleversent les postulats séculaires sur la façon de mener les guerres — notamment en matière d'approvisionnement. La précision considérablement améliorée des Himars permet également de réduire l'énorme dispositif logistique que l'infanterie moderne exige.

« Le Himars fait partie d'une révolution de la précision qui transforme les armées lourdement équipées en quelque chose de léger et de mobile », explique Robert Scales, un général de division américain à la retraite qui a été parmi les premiers à envisager le Himars dans les années 1970.

Le mois dernier, *The Wall Street Journal* a obtenu le rare privilège d'accéder à une unité Himars de première ligne.

Un soir, au crépuscule, les hommes de cette unité préparent le dîner quand les ordres de leur cinquième mission de la journée arrivent : cibler des casernes russes et une barge fluviale transportant des munitions et des chars à 65 kilomètres de là.

Six hommes s'entassent dans leurs deux Himars : un chauffeur, un pointeur et un commandant dans chacun d'eux, accompagnés du commandant de la batterie et d'un détachement de sécurité dans un véhicule blindé de transport de troupes. Le commandant entre les données de coordonnées [NDLR: de la cible] dans une tablette informatique afin de déterminer l'endroit le plus sûr pour tirer.

En quelques minutes, les deux Himars sortent de leur cachette sous un bosquet d'abricotiers et se dirigent vers le point de lancement dans un champ de tournesols voisin. Trente secondes après leur arrivée, ils tirent 7 missiles en succession rapide. Avant que les projectiles n'aient atteint leurs cibles, les camions retournent au camp de base.

Dix minutes plus tard, une autre paire d'objectifs arrive : des lance-roquettes de l'ère soviétique à quelque 70 kilomètres de là. Les Himars se remettent en route et tirent un nouveau barrage de roquettes.

Peu après, les soldats sont de retour au camp et finissent leur dîner. Certains visionnent des vidéos sur Telegram montrant le fruit de leur travail : des baraquements russes en feu.

Les roquettes ukrainiennes des Himars, qui peuvent voler à 80 kilomètres, ont touché des centaines de cibles russes, dont des centres de commandement, des dépôts de munitions, des stations de ravitaillement et des ponts, entravant ainsi l'approvisionnement des unités de première ligne. Après avoir arrêté la progression de la Russie au printemps dans la région orientale du Donbass, elles ciblent désormais des forces russes en retraite.

Les commandants ukrainiens estiment que les Himars sont responsables de 70 % des avancées militaires sur le front de Kherson, indique le chef de l'unité, le lieutenant Valentyn Koval. Les 4 véhicules de son groupe ont tué des centaines de Russes et détruit une vingtaine de batteries antiaériennes, ajoute-t-il.

L'artillerie russe, comme la plupart des systèmes de ce type depuis la Première Guerre mondiale, manque de précision. Pour détruire une cible, les troupes rasant généralement tout ce qui l'entoure. Les artilleurs, guidés par des cartes, font pleuvoir des obus selon un quadrillage qui vise à ne laisser aucun terrain intact dans un quadrant. Selon les analystes, les forces russes en Ukraine lancent des dizaines d'obus par acre [NDLR: équivalent à un carré d'environ 64 mètres de côté] pour atteindre un objectif.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 14

Les Himars peuvent faire le travail avec une roquette portant une tête explosive de 90 kilos. Chaque Himars ukrainien est équipé d'un panier de six roquettes qui peut effectivement lancer une frappe correspondant à l'envoi de plus de 45 tonnes d'artillerie traditionnelle.

L'artillerie est encombrante. Pendant l'opération Tempête du désert en Irak en 1991, elle représentait plus de 60 % du poids d'une division américaine. Son déplacement nécessite des soldats, des camions, du carburant et du temps, ainsi que des hommes et des véhicules supplémentaires pour protéger ces opérations d'approvisionnement.

Tout ce dispositif consomme des ressources et en fait une cible de choix. Le monde a pu le constater dans les premiers jours de la guerre en Ukraine lorsqu'un convoi de ravitaillement russe arrêté par des attaques ukrainiennes à l'extérieur de Kiev est devenu une proie facile de 65 kilomètres de long.

« Ce n'est pas seulement la précision des Himars qui est révolutionnaire, observe le général Scales. C'est sa capacité à réduire les exigences de tonnage à un meilleur ordre de grandeur. »

La recherche d'unités très mobiles équipées de matériel léger s'inscrit dans le cadre d'un effort plus large de rationalisation de l'armée américaine après la guerre froide, effort qui a atteint son apogée sous la direction du secrétaire à la défense Donald Rumsfeld à partir de 2001

La chaîne d'approvisionnement des unités de Himars comporte des paniers de roquettes pré-chargés en usine et stockés dans des points de ramassage dans la campagne environnante, généralement cachés à l'abri d'un feuillage. Un camion de transport dépose les paniers couleur vert-camouflage — chacun un peu plus grand qu'un lit une place — à une série d'emplacements désignés, un peu comme dans un itinéraire de livraison commerciale.

Les équipes de Himars se rendent aux points de stockage des munitions, où une équipe de chargement de trois personnes retire les paniers usagés et les remplace par des paniers pleins en cinq minutes, à l'aide d'une grue intégrée au véhicule.

« Les Himars sont l'un des types d'armes les plus efficaces sur le champ de bataille, si ce n'est le plus efficace, affirme le lieutenant Koval, un jeune homme jovial de 22 ans qui a une sonnerie Pokémon sur son téléphone portable. Cela nous donne la possibilité de réagir rapidement, de frapper à un endroit, de nous déplacer vers un autre et de détruire efficacement. »
Les meilleurs lance-roquettes russes sur camion, en comparaison, peuvent avoir besoin d'environ vingt minutes pour s'installer sur le lieu de lancement et quarante minutes pour recharger — un moment critique lorsque l'ennemi tente de riposter. Le Himars peut se déplacer plus rapidement et dispose d'une cabine d'équipage blindée.

Les équipes ukrainiennes de Himars restent légères et peuvent passer des semaines sur le terrain sans revenir à une base plus importante. L'unité du lieutenant Koval, qui a reçu les premiers Himars en juin, a passé les trois derniers mois à dormir dans des tentes à côté des lanceurs ou dans des véhicules de soutien à proximité.

Les hommes, formés par des instructeurs américains à l'extérieur de l'Ukraine, sont en permanence en attente de nouvelles cibles, passent rapidement à l'action et retournent tout aussi facilement à des activités banales comme faire du café ou jouer aux cartes.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 15

Sur le blindage avant d'un Himars, les soldats ont peint un sourire blanc sous le mot ukrainien signifiant « bête de somme ». Sur l'autre, dont le compteur indique qu'il a parcouru près de 21 000 kilomètres, ils ont peint au pochoir 69 crânes noirs, commémorant autant de frappes importantes confirmées.

Les commandants des Himars choisissent ensuite un emplacement de lancement approprié et guident les véhicules à cet endroit. A l'intérieur de la cabine, le commandant du véhicule est assis entre le conducteur et le pointeur qui introduit les données de la mission dans un ordinateur. Lorsque le véhicule atteint le site de lancement, le pointeur pousse un bouton pour orienter les missiles vers le ciel et un autre pour la mise à feu.

Les missiles s'élèvent dans le ciel nocturne dans une explosion de flammes, laissant un nuage de fumée au-dessus du champ. Le lanceur est abaissé et le véhicule retourne à toute vitesse à son abri sous les arbres.

« Nous sommes la cible la plus intéressante de la région, indique le lieutenant Koval. Nous devons donc manœuvrer pour survivre. »

La mobilité est précisément la raison pour laquelle le Himars a été conçu comme la version réduite d'une arme de la catégorie des chars d'assaut, le Multiple Launch Rocket System (MLRS), qui a également été fourni à l'Ukraine par le Royaume-Uni et l'Allemagne. Utilisés pour la première fois lors de l'opération Tempête du désert, avant l'avènement de l'artillerie de précision, les batteries massives de ces véhicules à douze roquettes libéraient tant de force explosive et d'éclats d'obus que les troupes irakiennes les avaient surnommés « pluie d'acier ».

Le poids des MLRS fait que seuls les plus gros avions cargo militaires peuvent les transporter par voie aérienne et qu'ils atterrissent loin des combats. Pour les déplacer sur longue distance sur terre, il faut un camion à plateau. Le Himars a été envisagé comme une version plus légère et plus agile.

La recherche d'unités très mobiles équipées de matériel léger s'inscrit dans le cadre d'un effort plus large de rationalisation de l'armée américaine après la guerre froide, effort qui a atteint son apogée sous la direction du secrétaire à la défense Donald Rumsfeld à partir de 2001, mais qui a déraillé à la suite des guerres en Afghanistan et en Irak.

Les opérateurs de Himars disent que la plus grande menace vient des drones kamikazes russes, renforcés récemment par des systèmes iraniens plus efficaces, mais qu'ils se sentent bien protégés par les systèmes anti-aériens et les forces spéciales ukrainiennes

Le Himars, véhicule sur roues doté de seulement six fusées, est l'un des projets restés sur les rails. Un défaut initial, découvert par le Pentagone, était qu'un pack de six bombes à fragmentation n'avait pas assez de puissance pour détruire de nombreuses cibles. Mais l'artillerie guidée par GPS, déployée au milieu des années 1990, a donné une nouvelle vie au Himars. Cette précision nouvelle signifiait qu'il n'était pas nécessaire de faire exploser les roquettes ensemble pour provoquer une déflagration géante. Elles pouvaient chacune s'attaquer à une cible géolocalisée différente.

« La révolution de la précision change tout », assure le général Scales, qui considère cette transformation comme un changement militaire historique qui redéfinit l'art de la guerre et donnera désormais l'avantage sur le champ de bataille aux petites unités d'infanterie au détriment des armées de masse.

De tels changements ont été rares par le passé, comme l'éclipse de l'infanterie par les guerriers à cheval aux alentours du IV^e siècle ou l'introduction de la poudre à canon en Europe un millénaire plus tard, compare le général Scales, un historien militaire qui a été commandant de l'U.S. Army War College.



D'autres sont apparus autour de la guerre civile américaine avec l'introduction de fusils, d'artillerie et de mitrailleuses précis, qui se sont avérés si meurtriers pendant la Première Guerre mondiale. Idem au début de la Deuxième Guerre mondiale, lorsque la blitzkrieg allemande a fusionné le transport motorisé avec la coordination des troupes par radio.

Aujourd'hui, des microprocesseurs bon marché mettent entre les mains des soldats ukrainiens ce que le général Scales appelle la « précision bon marché ».

« Si j'entre les coordonnées de ce trou, dit le lieutenant Koval, debout près d'une taupinière de la taille d'une boîte à chaussures, la roquette frappera ce trou. »

Lors d'une journée particulièrement chargée à la fin du mois d'août, les deux Himars sous le commandement du lieutenant Koval ont travaillé en tandem avec deux autres. Lorsque sa paire se trouvait à court de munitions, elle se repliait pour recharger pendant que l'autre duo avançait pour tirer. Le lieutenant Koval indique qu'ils ont fait équipe pendant trente-sept heures sans s'arrêter pour dormir et ont touché environ 120 cibles, permettant à l'infanterie ukrainienne de briser les lignes russes autour de la ville de Kherson, dans le sud du pays.

Washington était initialement réticent à fournir des Himars à l'Ukraine, craignant qu'un tel geste ne pousse Moscou à exercer des représailles contre les Etats-Unis ou ses alliés de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan). Le gouvernement américain a refusé de fournir des missiles plus puissants, d'une portée allant jusqu'à 300 kilomètres, qui permettraient à l'Ukraine de détruire des cibles plus solides, comme des ponts en béton dans lesquels elle n'a pu jusqu'ici que faire des trous.

Signe que la nouvelle puissance de feu de l'Ukraine pèse sur les forces de Moscou, le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, a demandé aux troupes russes de faire des armes à longue portée de l'Ukraine une cible prioritaire.

Les opérateurs de Himars disent que la plus grande menace vient des drones kamikazes russes, renforcés récemment par des systèmes iraniens plus efficaces, mais qu'ils se sentent bien protégés par les systèmes anti-aériens et les forces spéciales ukrainiennes. L'équipe du lieutenant Koval a abandonné deux missions de tir cet été par prudence lorsqu'un drone a été repéré à proximité, mais il affirme qu'aucun Himars n'a été touché. « Nous sommes toujours en mouvement », assure le lieutenant Koval.

Frappes en Ukraine: l'impasse russe

Par Jean-Dominique Merchet - 11 octobre 2022 à 19h00

Impressionnants, les bombardements de lundi ne doivent pas masquer l'essentiel: l'armée russe ne parvient toujours pas à mener une campagne efficace de frappes stratégiques, sur le modèle occidental



Le président américain Joe Biden a promis lundi à son homologue ukrainien, Volodymyr Zelenski, que les Etats-Unis fourniraient à l'Ukraine des systèmes avancés de défense aérienne après une série de frappes aériennes russes.



Côté français, l'Elysée a annoncé « de nouvelles dispositions pour soutenir militairement l'Ukraine », à la suite d'un Conseil de défense, qui s'est tenu lundi soir. Condamnant les frappes russes, le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, s'est déclaré « choqué par cette nouvelle escalade inacceptable de la guerre ». La Russie sera-t-elle capable de poursuivre ses frappes « massives » sur les villes et les infrastructures ukrainiennes plusieurs jours de suite ? Ce n'est pas certain. La réponse à cette question en dira beaucoup sur le potentiel militaire russe, après huit mois de guerre. Et, par conséquent, sur les évolutions possibles du conflit.

Après les bombardements de lundi, d'autres frappes ont encore eu lieu mardi, visant notamment Zaporijjia, ainsi que installations électriques à Lviv et sur plusieurs autres sites. En milieu de journée, le bombardement semblait moins massif que celui de la veille : 44 missiles et drones, contre 108 lundi.

Ces frappes sont une réponse à l'attaque samedi du pont de Kertch, entre la Russie et la Crimée, mais il est probable qu'elles visent aussi à calmer la colère d'une partie des cercles dirigeants et de l'opinion publique russe.

« **Premier épisode** ». Lundi puis mardi en milieu de journée, le ministère russe de la Défense indiquait que « l'objectif a été atteint. Toutes les cibles désignées ont été neutralisées » au cours d'une « attaque massive, à longue portée et de haute précision, contre des installations de contrôle militaire, de communications et d'énergie ». La rétorsion russe en restera-t-elle là ? « Si les tentatives d'attentats terroristes se poursuivent, les réponses de la Russie seront sévères », a prévenu Vladimir Poutine. De son côté, l'ancien président Dmitri Medvedev – un faucon – a évoqué un « premier épisode ». Sans calendrier pour le suivant.

Or, une campagne de frappes stratégiques, si elle veut porter ses fruits, est une œuvre de longue haleine, pas un « one shot », fut-il de deux ou trois jours. Elle exige un renseignement, une planification et une logistique de premier ordre. En 1991, les bombardements américains et alliés contre l'Irak avaient duré trente-huit jours consécutifs. La campagne aérienne de l'Otan en Libye en 2011 – moins intense – s'était étalée sur cinq mois, au cours desquels, les seules forces françaises avaient « tapé » au total plus de 1000 objectifs. Pendant la guerre du Kosovo (1999), il y avait eu soixante-dix-huit jours de frappes ininterrompues sur la Serbie, ce qui nous rappelle au passage que Kiev n'est pas la première capitale européenne bombardée depuis 1945 : en 1999, Belgrade l'avait été par l'Otan.

En Ukraine, l'armée russe ne semble pas capable de mener une telle campagne de frappes stratégiques. C'est l'une des grandes surprises de cette guerre, que l'on avait déjà observée en février, au début de l'invasion.

Planification. Lundi, les forces russes ont tiré 108 munitions (84 missiles et 24 drones) contre une vingtaine de villes en Ukraine, soit en moyenne 5 engins par ville. Pour cela, elles ont dû engager l'ensemble de leurs moyens : des bombardiers stratégiques (depuis l'espace aérien russe), des bateaux en mer Noire, des missiles sol-sol (Iskander, notamment) et des drones, dont des Shaheed-136 fournis par l'Iran, depuis la Crimée et la Biélorussie. Une telle opération combinée sur vingt villes



différentes ne s'improvise pas en quelques heures. Elle a été déclenchée en réponse à l'attaque contre le pont de Kertch, mais elle était, selon toute vraisemblance, planifiée à l'avance.

L'armée ukrainienne prétend avoir intercepté lundi 56 engins (43 missiles et 13 drones) tirés par la Russie – soit plus de la moitié. Et plus encore mardi (20 missiles sur 28 et tous les 13 drones kamikazes) Il est impossible de vérifier ce chiffre, qu'il faut prendre avec beaucoup de prudence, tant les bilans exagérés sont la règle de toutes les guerres.

Selon les sources ukrainiennes, les victimes seraient au nombre de 19 morts et 105 blessés. Au-delà de chaque drame humain, 19 morts pour une « attaque massive » n'est pas un bilan très lourd. Dans un contexte différent, le bombardement anglo-américain contre Hambourg en juillet 1943 avait fait plus de 40 000 morts.

Lundi, les frappes ont, en particulier, visé le réseau électrique ukrainien, provoquant des coupures localisées et la suspension des exportations vers l'Europe. L'alimentation électrique semble avoir été partiellement rétablie.

Crime de guerre. Au vu des images, les frappes auraient visé des cibles civiles, comme un pont piétonnier dans un parc de Kiev – en le ratant de quelques dizaines de mètres. Était-il un objectif ? Impossible de l'affirmer avec certitude, car le missile a pu tomber loin de sa cible. Mais s'il l'était, une chose est certaine : ce serait un crime de guerre au regard du droit international. Les frappes ne doivent pas viser des cibles sans valeur militaire. Le pont de Kertch en a une, à l'évidence, mais pas celui de Kiev, qui relève de la promenade urbaine.

Les bombardements de lundi auraient-ils pour but de créer la panique dans la population ? C'est la vieille idée du « bombardement stratégique », avec les théories de l'Italien Douhet, du Britannique Trenchard ou de l'Américain Mitchell dès les années 1920. Sauf que cela n'a jamais fonctionné dans le monde réel. Au contraire, ces frappes de pure vengeance renforcent à la fois le sentiment antirusse chez les Ukrainiens et la détermination des alliés à soutenir Kiev, comme la réunion du G7, ce mardi, puis celle du « format Ramstein » des alliés, devraient le montrer, avec de nouvelles livraisons d'armes, en particulier anti-aériennes.

Des sources militaires alliées estimaient, début octobre, que l'armée russe avait tiré « plus de 3500 missiles » de toutes catégories depuis le début de la guerre, soit une vingtaine par jour. Pour quel « effet » militaire ? Ces frappes ne sont pas parvenues à disloquer ou à affaiblir considérablement les capacités ukrainiennes, en particulier la logistique ou le système de commandement de l'armée. L'aviation russe semble même avoir renoncé à conquérir la maîtrise du ciel ukrainien, où elle ne se risque plus guère face à une défense sol-air ukrainienne efficace.

L'une des inconnues du conflit est le volume des stocks russes de missiles et la capacité de l'industrie à le reconstituer. L'embargo occidental sur les technologies pose, sans doute, de vrais problèmes, comme le manque de main-d'œuvre qualifiée. Le fait que Moscou doive se fournir en drones kamikazes auprès de l'Iran traduit les difficultés de sa base industrielle. Certains missiles utilisés sont de conception ancienne et peu précis, au regard des systèmes occidentaux. Ils n'en coûtent pas moins très cher : un Iskander sol-sol coûte environ trois millions de dollars pièce, un Kalibr mer-sol plus de six millions.



Autre limitation des capacités de Moscou : la flotte russe aligne quatre sous-marins Kilo en mer Noire et chacun est armé de quatre missiles de croisière. Soit seize missiles au total, pas plus.

Les nus et les mots - La guerre, point de situation

D'abord quelques nouvelles du front. Après la prise de Lyman et le nouveau coup porté aux forces russes, les forces ukrainiennes du Commandement Est continuent leur progression dans la bande de 25-30 km entre les rivières Oskil et Krasna toutes deux axées nord-sud. Le 2 octobre, la brigade ukrainienne a franchi l'Oskil à Koupiansk et progressé rapidement vers l'est et le sud-est en direction de Svatove. En conjonction avec la poussée venant du sud et notamment de Lyman sur les trois axes entre les deux rivières, cette nouvelle percée a obligé les forces russes à se replier de la position de Borova, sur l'Oskil, avant d'être encerclées. Les unités russes tentent de se rétablir le long de la Krasna, en espérant en faire une ligne de défense solide à partir de la chaîne urbaine qui la longe. Il n'est pas évident qu'ils y parviennent, les unités ukrainiennes s'efforçant de progresser plus vite que ne s'organise la défense. Elles ont déjà pris pied, semble-t-il, dans les petites villes de Chervonopopivka et Pishchane sur l'autoroute P66 qui relie Svatove à Kreminna, à 30 km à l'est de Lyman. La ville de Kreminna (20 000 habitants avant-guerre) est tenue par les forces de la 20^e armée russe qui se sont repliées de la poche de Lyman.

Malgré l'usure des unités engagées depuis un mois et l'élongation logistique, dont on notera qu'elle se nourrit aussi des nombreuses prises à l'ennemi, les forces ukrainiennes ont forcément intérêt à maintenir une pression par la manœuvre sur les forces russes qui peinent à se rétablir. L'effort ukrainien sera probablement porté sur la prise de Kreminna et surtout de Rubizhne (56 000 habitants), qui avaient déjà fait l'objet de combats intenses de mars à mai. La prise de Rubizhne ouvrirait la porte, d'une part à la reconquête de Lysychansk et Severodonetsk qui pourraient être abordées par le nord et d'autre part à la saisie 60 km au nord-est de la petite ville Starobilsk, nœud de communication de tout le nord de la province de Louhansk. Les forces ukrainiennes seront alors en plein cœur des provinces annexées par la Russie et dont elle avertissait qu'elles seraient défendues par tous les moyens.

Après des semaines de pression, les forces ukrainiennes du Commandement Sud ont réalisé à leur tour une avancée très importante dans la partie nord de la tête de pont russe de Kherson le long du fleuve Dniepr. Les Russes ont reconnu la prise de Zolota Balka par les Ukrainiens, comme toujours soi-disant au prix de « pertes terribles » qui en ferait une victoire à la Pyrrhus. Mais les Ukrainiens ont poursuivi plus au sud sur la route T0403 et même atteint Dudchany, ce qui représente la première vraie percée dans cette zone solidement défendue. Parvenus sur le même parallèle que la petite tête de pont de Davydiv Brid à l'ouest du dispositif, les Ukrainiens ont semble-t-il obligé les forces russes du secteur nord à se replier. Ils menacent désormais le secteur centre et peut-être même le point de passage sur le Dniepr de Nova Kakhovka. Pour le reste, la zone sud de la tête de pont ne bouge guère, les Ukrainiens pratiquant peut-être la balance des forces d'un point à l'autre du front, ce qui serait rationnel, tandis que la campagne d'artillerie d'interdiction et de harcèlement continue pour isoler les Russes.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 20

En résumé, forts de leur nombre et de leur supériorité tactique, les Ukrainiens avancent un peu partout où ils attaquent, en conservant l'initiative face à un commandement russe dont on ne comprend pas bien le fonctionnement. On se trouve clairement dans un décalage de vitesse de décision, selon la fameuse boucle OODA (Observation-orientation-décision-action) de John Boyd mais déjà parfaitement décrite par Marc Bloch dans *L'étrange défaite*. Les choses semblent aller trop vite pour les Russes dont on sent la centralisation jusqu'au plus haut niveau ou au moins le souci de ne pas fâcher ce plus haut niveau. Une rumeur insistante prétend que les forces de Lyman n'auraient pas été repliées le 30 septembre pour ne pas gâcher la « fête de l'annexion », ce qui a eu des conséquences graves et souvent mortelles pour de nombreux soldats russes. Mais on ne comprend pas non plus l'obstination à multiplier les attaques contre Bakhmut comme une mouche contre une vitre. Si la prise de cette ville avait un intérêt au mois de juillet en ouvrant un passage vers Kramatorsk, elle n'en a plus aucun désormais hormis peut-être celui d'offrir une victoire.

En attendant, les Russes concentrent sur cet objectif quelques forces encore combattives qui seraient sans doute plus utiles ailleurs. La tenue à tout prix de la tête de pont de Kherson ne s'explique pas non plus militairement. Alors que les forces russes sont globalement inférieures en nombre et sont en difficulté dans de nombreux secteurs, le choix de placer un sixième des forces totales (certains évoquent une proportion plus grande encore) et parmi les meilleures dans une petite tête de pont susceptible d'être isolée est extrêmement dangereux. La position est paradoxalement solide mais aussi fragile, car elle peut exploser sous la pression. Ce serait un désastre peut-être décisif pour le destin du corps expéditionnaire russe en Ukraine, tout cela pour conserver la ville de Kherson et la possibilité d'attaquer un jour Odessa.

La situation ne pouvait s'améliorer pour les Russes que par une transformation profonde de leur outil militaire. Celle-ci n'est pas venue d'un mouvement général d'en bas à la manière de l'armée française avant la bataille de la Marne d'août à septembre 1914 ou d'en haut par l'énergie d'un général de Lattre arrivant en Indochine. La première possibilité n'est pas dans l'ADN militaire russe, la seconde n'est pas possible dès lors que l'on ne veut pas voir émerger un imperator et rival potentiel. La transformation est donc venue de Vladimir Poutine qui, avec réticence, a décidé de mobiliser les ressources de la nation dans l'effort de guerre et donc de faire entrer cette guerre dans toute la société.

Rappelons cette anomalie qui voulait qu'une guerre majeure, de haute intensité pour employer le vocable actuel, c'est-à-dire un conflit essentiel dans ses enjeux – ici la vie ou la mort de nations – et important dans l'ampleur des moyens déployés et de la violence déployés, soit engagée sans même la déclarer et sans procéder à une mobilisation de la nation. La Russie de Vladimir Poutine est devenue comme les empires décrits par Ibn khaldun. Une population générale pacifiée au sens de démilitarisée et passive sinon pour travailler et fournir des richesses à une asabiya issue des « structures de forces », les Siloviki, et une armée recrutée dans la Russie périphérique, géographique et sociale.

Ce modèle de société, par ailleurs suffisamment corrompue pour ne pas en assurer le bon fonctionnement, a échoué à vaincre une société ukrainienne tout aussi corrompue, mais qui s'est mobilisée toute entière et a bénéficié de l'aide des démocraties occidentales. L'Ukraine a réussi une levée en masse patriotique là où le pouvoir russe s'y refusait.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 21

Combattre, c'est-à-dire tuer et éventuellement se faire tuer, n'est pas du tout naturel. Pour prendre ces risques, il faut trois ingrédients : de bonnes raisons de le faire comme la défense de la nation, de la confiance dans sa capacité à pouvoir le faire et enfin le sentiment que cela a une utilité sur le terrain. Malgré les pertes, l'Ukraine a réussi après plusieurs mois de mobilisation, de formation et de victoires, à réunir ces ingrédients chez plusieurs centaines de milliers d'hommes et de femmes. Face à cela, le corps expéditionnaire russe en Ukraine n'a plus beaucoup de chances, limité dans sa simple capacité à remplacer les pertes énormes, à la motivation souvent surtout liée à l'« esprit de corps » de régiments et brigades en décomposition croissante et accumulant désormais plutôt les échecs.

Vladimir Poutine a donc essayé de conjurer le sort en soulevant une première boîte de Pandore, l'appel à la nation, tout en menaçant d'en soulever une deuxième, l'emploi du nucléaire. C'est la raison première de cette précipitation à annexer les territoires conquis, un projet de longue date mais qui était envisagé en position de force et non pas sur le reculir. L'extension de la frontière et de la terre russes est ainsi espérée donner une bonne raison de combattre à tous ceux qui y seront désormais envoyés autoritairement. Accompagné d'une offre de discussion sur le mode « ce qui est à moi est à moi, le reste est négociable », et de menaces terribles, elle est censée aussi donner de bonnes raisons de ne plus combattre pour les Ukrainiens et surtout pour les Occidentaux de ne plus aider. Cette annexion n'avait aucune chance d'être reconnue par quiconque, et surtout pas par les Ukrainiens, mais l'essentiel était qu'elle le fut par les Russes et que les sympathisants occidentaux s'en saisissent au nom de la paix et de la peur pour pousser l'Ukraine à accepter la défaite.

Voilà donc comment on espère à son tour renverser la situation avec une « levée en masse » dont on se méfie, et à juste titre au regard de la fuite massive et là encore inédite qu'elle provoque. Qu'importe. Personne n'a osé planifier l'organisation d'une mobilisation dans le dos du Tsar dès lors que celui-ci avait dit qu'elle n'aurait jamais lieu. Voici donc dans le bardak le plus complet des centaines de milliers d'hommes envoyés en vrac dans les centres de triage par les gouverneurs de région pour respecter les chiffres demandés, comme lorsque Staline donnait des quotas de déportés. Arrivés en centre de tri, on voit ceux qui peuvent réellement servir ou qui n'ont pas les moyens de payer discrètement une exemption. Ceux qui ne peuvent passer au travers vont ensuite découvrir que les dépôts d'équipements sont largement vides, par défaut d'organisation ou manque d'anticipation sauf celle de l'augmentation du compte en banque de certains. On cherche ainsi toujours, parmi d'autres, des centaines de milliers de tenues d'hiver qui ont sans doute été payées, mais jamais fabriquées.

On trouve une autre touche stalinienne dans la loi sur le durcissement des sanctions pour les réfractaires et même désormais pour les prisonniers, qui viennent d'apprendre qu'ils iront en prison russe dès qu'ils seront libérés par les Ukrainiens, qui s'ajoute à un élément plus moderne comme le « stop-loss » qui transforme les CDD des soldats qui s'étaient portés volontaires pour servir un temps en Ukraine en CDI non dénonçables. Par grand-chose là-dedans hormis le devoir de défendre la « Patrie étendue » qui donne de bonnes raisons de combattre, et encore moins de confiance dans ses capacités, faibles, ses moyens, inexistantes, et ses amis, inconnus. Quant aux victoires, elles ne risquent pas de survenir avec des soldats de vrac face à une armée ukrainienne devenue la meilleure d'Europe avec l'aide occidentale (plusieurs exemples récents montrent que ce n'est pas suffisant en soi) et son énergie intérieure.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 22

Si les 200 000 mobilisés annoncés par le ministre Choïgu sont envoyés tout de suite et par petits paquets directement dans les unités de combat sur la ligne de front, et les unités ne sont pas assez nombreuses pour être beaucoup ailleurs, ils ne les renforceront pas mais au contraire les plomberont. Des bleus fragiles et sans compétences y sont des poids morts, au figuré d'abord avant de l'être vraiment ensuite et beaucoup plus souvent que les autres.

Pas de révolte et de mutinerie à attendre pourtant dans l'immédiat. En Russie, au mieux on se révolte d'abord à genoux en allant voir le Tsar pour qu'il corrige les erreurs des boyards, ou on se réfugie dans une extrême passivité. Il faut vraiment beaucoup de souffrance accumulée pour voir un cuirassé Potemkine, les ouvrières qui ont faim à Pétrograd en février 1917 ou encore les mères qui demandent où sont leurs fils envoyés à la fournaise des guerres horribles d'Afghanistan ou de Tchétchénie. Souvent d'ailleurs les souffrances seules ne suffisent pas, il faut qu'elles soient aussi accompagnées de désastres. Ces colères ne suscitent par ailleurs que des ébranlements et non des prises directes du pouvoir. Ces secousses finissent par faire remplacer le régime défaillant par un autre, plus libéral comme en février 1917 ou en 1991 ou plus durs comme les bolcheviks prenant le pouvoir en novembre 1917 ou Poutine succédant à Eltsine au tournant de l'an 2000.

On risque donc de voir encore du désastre et des horreurs en Ukraine avant de mettre la main sur la deuxième boîte de Pandore, celle qu'on n'ouvre qu'en dernier recours. Tous les mois, un dirigeant russe rappelle qu'elle existe et un autre rappelle le lendemain que l'on n'y posera la main qu'en cas de menace existentielle pour la Russie. C'est un jeu, dangereux, auquel on jouait pratiquement tous les quatre ou cinq ans durant la guerre froide et que l'on avait oublié depuis 1989 sauf dans le sous-continent indien. Jamais personne n'a osé y jouer jusqu'au bout. Personne n'a voulu attacher son nom à l'emploi en premier de l'arme nucléaire après que celle-ci soit devenue taboue après sa seule utilisation au Japon. Jusqu'à présent, la Russie a respecté la règle du jeu : l'arme nucléaire sert à faire peur et on prend soin d'éviter toute agression militaire qui provoquerait une escalade et augmenterait la probabilité d'emploi réciproque. Dans le cadre d'une confrontation, tout le reste est envisageable, y compris le sabotage de gazoducs, mais on ne se combat pas les armes à la main l'un en face de l'autre, au moins à grande échelle.

Deux éléments ont changé cependant depuis le 30 septembre. Le premier est le passage le plus inquiétant du discours surréaliste de Vladimir Poutine le 30 septembre pour rappeler justement l'exemple des frappes atomiques américaines sur le Japon mais pas pour souligner que cela marquait une fin avec la création d'un tabou, mais au contraire pour expliquer que cela constituait un précédent qui pouvait justifier tous les autres. C'est un subtil changement de ton par rapport à un discours finalement très orthodoxe. Le second, plus évident et trop sans doute, est le déplacement de la frontière russe, qui permet de déclarer que tout est possible dès lors qu'il s'agit de la Patrie. C'est un peu comme si la France avait envahi la Belgique, annexé la Wallonie sous prétexte qu'on y parle français, et déclaré que l'on n'exclurait pas l'emploi de l'arme nucléaire pour défendre cette nouvelle France.

Ces deux éléments et l'effet de nombre des déclarations diverses, de Medvedev à Kadyrov, rendent l'affaire plus sérieuse sinon plus probable. Il y a encore loin avant que la carte nucléaire soit la seule à jouer.



La mobilisation partielle, qui sera sans aucun doute suivie par d'autres, doit être considérée comme un tirage au pot de nouvelles cartes, et il y a encore beaucoup d'espoirs du côté russe d'obtenir l'affaiblissement de l'aide à l'Ukraine par l'Occident décadent. Il y a également de forts doutes sur la crédibilité d'un châtement terrible en cas de franchissement d'une frontière que l'on ne connaît même pas.

On a fait plus clair comme ligne rouge. On ne voit pas non plus à quel stade de ce qui est un bout du compte un grignotage de la nouvelle mère-patrie on commencera à utiliser une arme nucléaire, peu importe sa puissance puisque ce qui compte est le label « nucléaire ». Les Russes vont-ils accepter de devenir un État paria de toute la communauté internationale, y compris la Chine parce que Méliopol a été reconquise par les Ukrainiens ? Vont-ils accepter de subir des frappes conventionnelles dévastatrices sur les forces russes, la base de Sébastopol, le pont de Kerch ou autre, parce qu'il est inconcevable d'accepter la banalisation de l'emploi nucléaire ? On ne peut éternellement multiplier les erreurs stratégiques.

En 1983, le général britannique John Hackett décrivait la troisième guerre mondiale dans une livre du même nom. Pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouvait leur attaque de la République fédérale allemande, les Soviétiques détruisaient la ville de Birmingham avec une frappe nucléaire. Minsk était détruite immédiatement en riposte. La peur de l'apocalypse ébranlait alors suffisamment l'Union soviétique pour provoquer son éclatement et son effondrement. La révolte commençait d'ailleurs en Ukraine.

lavoiedelepee.blogspot.com

Les scénarios de la guerre sous-marine

Les explosions qui ont percé les gazoducs sous-marins Nord Stream 1 et 2 en mer Baltique sont dues à un acte de sabotage. Mais qui est le coupable ? Hypothèses.

Par Jean Guisnel - Publié le 07/10/2022 à 16h56 - Modifié le 07/10/2022 à 17h03

Les deux explosions qui ont frappé le lundi 26 septembre les gazoducs sous-marins Nord Stream 1 et Nord Stream 2, respectivement au nord-est et au sud-ouest de l'île danoise de Bornholm dans la mer Baltique, ont occasionné d'importantes fuites de méthane dans l'atmosphère. Leur origine est criminelle, selon l'Otan et les autorités danoises et suédoises. Ces dernières ont estimé la magnitude des explosions à respectivement 2,3 et 2,1 sur l'échelle de Richter, ce qui serait l'équivalent d'une charge explosive de centaines de kilos de TNT. Militairement parlant, frapper de tels gros tuyaux de 1,2 mètre de diamètre courant sur le fond marin à environ 70 mètres sous le niveau de la mer n'est pas une opération ardue. Toutes les marines de guerre dignes de ce nom et toutes les forces spéciales sont capables de la mener avec des nageurs de combat. Ces derniers peuvent partir d'un petit navire de surface ou d'un sous-marin. Mais cette fois, il paraît impossible que des sous-marins de grande taille aient pu évoluer sans être repérés dans cette région de la mer Baltique. Il s'agit d'une mer de faible profondeur, dans laquelle les sous-marins sont aussi peu à l'aise que dans le golfe Persique, par exemple.



Une indication sur la nature des explosions ne pourra être obtenue que lorsque des examens visuels auront été effectués sur place, par plongeur ou par drone sous-marin. Le prélèvement de sédiments autour des zones détruites donnera également des indications. On saura alors s'il s'agit d'une charge aussi élevée que celle évoquée par Copenhague et Stockholm dans leur rapport au Conseil de sécurité de l'ONU, ou bien d'une mine plus légère qu'utilisent les nageurs de combat. Ou encore de « charges creuses » posées contre les gazoducs. À moins qu'il ne s'agisse d'une charge posée à dessein dans le gazoduc, lors de sa construction, et ensuite déclenchée à distance depuis la terre. On se perd dans les conjectures.

Balle dans le pied

Qui a conduit ces destructions ? À ce stade, personne ne semble douter qu'il s'agit de sabotages délibérés. La Russie, objet de la grande majorité des soupçons, pourrait avoir voulu affecter durablement l'approvisionnement énergétique des pays européens et leur donner un avertissement quant à la vulnérabilité de leurs infrastructures essentielles – y compris les câbles Internet sous-marins. Les deux gazoducs étaient déjà à l'arrêt – Nord Stream 2 n'a jamais été mis en service et Nord Stream 1 a été stoppé le 2 septembre par Moscou – mais leur destruction affecterait aussi la capacité future de la Russie à reprendre ses livraisons. Vladimir Poutine se serait ainsi tiré une balle dans le pied, mais ce ne serait pas la seule, si l'on se réfère aux dégâts qu'il inflige à son propre pays avec la guerre en Ukraine. À l'appui de cette idée, la présence dans la zone, quelques jours plus tôt, de la corvette *Soobrazitelny*, qui y a conduit des exercices anti-sous-marins avec son hélicoptère spécialisé Kamov Ka-27. Une manœuvre qui n'est pas sans danger, s'agissant d'une zone truffée de vieux explosifs allemands, immergés après la Seconde Guerre mondiale.

L'hypothèse de l'accident est-elle possible ? La Suède et le Danemark n'y croient pas. Dans leur rapport à l'ONU, ces deux pays écrivent que, « *selon toutes les informations disponibles, ces explosions sont la conséquence d'une action de vive force* ». Par un sous-marin de poche ? Pourquoi pas... Les Russes en disposent mais doivent s'approcher de la zone concernée, tout comme ils auraient eu du mal à approcher des drones sous-marins qui auraient conduit la frappe. Et les Américains ? Le 7 février, peu avant l'invasion russe en Ukraine, le président américain Joe Biden avait évoqué la possibilité de « *mettre fin* » aux capacités des gazoducs. Interrogé sur la méthode employée pour une infrastructure sous contrôle de son allié allemand, il avait répondu : « *Je vous le promets, nous serons capables de le faire.* » Depuis, Washington explique n'être pour rien dans l'affaire.

Jusqu'à ce que des développements surviennent, éventuellement à la suite de l'enquête conjointe dont le Danemark, la Suède et l'Allemagne ont annoncé la mise sur pied, il sera difficile de comprendre ce qui s'est passé. Pas si sûr qu'on y arrive rapidement ! Car les auteurs d'un tel acte de guerre savamment calculé ont pris toutes les précautions nécessaires pour ne pas être identifiés. Et il faut que cela dure indéfiniment. Par nature, une action de ce type doit être conduite de telle sorte qu'elle n'ait pas à être expliquée. Dans le monde de la guerre secrète, cela s'appelle un acte « non revendicable ». À toute question, l'auteur des faits répond « no comment ». Mais encore faut-il que le geste soit « non attribuable », c'est-à-dire qu'aucun indice n'ait été laissé sur place ou ailleurs qui désigne le coupable. Et ce n'est pas si simple.



Les soupçons qui se portent sur Moscou et Washington sont compréhensibles. Les marines de ces deux pays sont, de très longue date, impliquées dans la guerre secrète des abysses. L'US Navy dispose depuis des décennies de sous-marins spécialisés, capables de conduire des missions aussi spectaculaires que secrètes. La plus extraordinaire a été conduite par deux sous-marins, le *Halibut* et le *Sparche*. En 1971, le premier est allé planter, pour le compte de la National Security Agency (NSA), des systèmes d'écoute sur le câble sous-marin passant dans la mer d'Okhotsk reliant la base de la marine russe de Petropavlovsk-Kamchatsky, dans le Kamtchatka, à son quartier général de Vladivostok. À partir de 1974, c'est le *Sparche* qui a poursuivi cette opération Ivy Bells, par 120 mètres de fond. Les plongeurs sortaient du sous-marin à cette profondeur, en utilisant un mélange respiratoire à l'hélium créé pour eux. Ils plaçaient un dispositif enregistreur sur le câble, qui était relevé quelques semaines plus tard par une autre équipe*. Depuis cette époque, la maîtrise des opérations sous-marines de cette nature est une spécialité de l'US Navy, et elles sont désormais confiées à l'un de ses plus récents sous-marins nucléaires d'attaque, le *Jimmy-Carter*. Rendez-vous dans un demi-siècle pour en savoir davantage.

Quant aux Russes, ils ne sont pas en reste : ils disposent d'au moins deux sous-marins spécialisés dans les opérations d'espionnage, le *Podmoskovye* et le *Bolgorod*. Ils ont été modifiés pour pouvoir accrocher sous leur coque un petit sous-marin nucléaire, de type Losharik. Il est capable d'emporter des plongeurs mais dispose surtout d'outils utilisables à très grande profondeur. Sur ces engins qui ont été repérés par satellite et ont aussi fait l'objet d'une communication minimale de la part des Russes, les informations sont parcellaires, et les adversaires de la Russie ne diffusent rien sur le sujet. En revanche, toutes les marines du monde suivent à la trace un gros navire « océanographique » russe, le *Yantar*, qui passe sa vie dans l'Atlantique au-dessus des câbles sous-marins internationaux. Selon le site Covert Shores qui fait autorité sur la guerre sous-marine, le *Yantar* embarque deux petits sous-marins, pr.16810 *Rus* (AS-37 Russia) et pr.16811 *Consul*, qui peuvent atteindre des profondeurs de 6 000 mètres avec leurs équipages de trois hommes. Ceci ne donne aucun élément sur les responsables du sabotage. Mais comme on ne prête qu'aux riches...

* Sherry Sontag et Christopher Drew, *Blind man's Bluff*, Public Affairs, 1998.

Que faire si Poutine utilise l'arme nucléaire ? La réponse de grands experts

Spécialiste du nucléaire, le journaliste américain Eric Schlosser a interrogé des experts sur la façon dont les Etats-Unis et l'Otan devraient réagir. Des choix difficiles, mais nécessairement forts...



Lors de son discours au Kremlin, vendredi 30 septembre 2022, Vladimir Poutine a livré une lourde charge contre l'Occident.

*Dmitry ASTAKHOV / SPUTNIK / AFP - Par Eric Schlosser (The Atlantic)
Publié le 06/10/2022 à 18:00, mis à jour le 09/10/2022 à 18:34*



La 12e direction générale du ministère russe de la Défense gère une douzaine d'installations centrales de stockage d'armes nucléaires. Connues sous le nom de sites Objet S et dispersées dans toute la fédération de Russie, elles contiennent des milliers d'ogives nucléaires et de bombes à hydrogène aux rendements explosifs très variés. Au cours des trois derniers mois, le président Vladimir Poutine et d'autres responsables russes ont menacé de manière inquiétante d'utiliser des armes nucléaires dans la guerre contre l'Ukraine. Selon Pavel Podvig, directeur du projet sur les forces nucléaires russes et ancien chercheur à l'Institut de physique et de technologie de Moscou, aujourd'hui basé à Genève, les missiles balistiques à longue portée déployés sur terre et dans les sous-marins sont les seules armes nucléaires russes disponibles pour une utilisation immédiate.

Si Poutine décide d'attaquer l'Ukraine avec des armes nucléaires "tactiques" à plus courte portée, celles-ci devront être retirées d'un site Objet S - comme Belgorod-22, à seulement 40 kilomètres de la frontière ukrainienne - et transportées vers des bases militaires. Il faudra des heures pour que les armes soient prêtes au combat, pour que les ogives soient accouplées aux missiles de croisière ou aux missiles balistiques, pour que les bombes à hydrogène soient chargées dans les avions. Les Etats-Unis observeront très probablement le déplacement de ces armes en temps réel : par le biais de la surveillance par satellite, de caméras cachées au bord de la route, d'agents locaux munis de jumelles. Et cela soulèvera une question d'importance existentielle : que doivent faire les Etats-Unis ?

Le président Joe Biden a clairement indiqué que toute utilisation d'armes nucléaires en Ukraine serait "totalement inacceptable" et "entraînerait de graves conséquences". Mais son administration est restée publiquement ambiguë sur ce que seraient ces conséquences. Cette ambiguïté est la bonne politique. Néanmoins, il doit également y avoir une discussion ouverte et un débat en dehors de l'administration sur ce qui est réellement en jeu. Au cours du mois dernier, j'ai discuté avec de nombreux experts en sécurité nationale et d'anciens responsables gouvernementaux de la probabilité que la Russie utilise des armes nucléaires contre l'Ukraine, des cibles probables et de la réponse américaine appropriée. Bien qu'ils ne soient pas d'accord sur certains aspects, ils m'ont répété le même point : le risque de guerre nucléaire est plus grand aujourd'hui qu'à tout autre moment depuis la crise des missiles de Cuba. Et les décisions qui devraient être prises après une frappe nucléaire russe sur l'Ukraine sont sans précédent. En 1945, lorsque les Etats-Unis ont détruit deux villes japonaises avec des bombes atomiques, ils étaient la seule puissance nucléaire du monde. Neuf pays possèdent aujourd'hui des armes nucléaires, d'autres pourraient bientôt en obtenir, et le risque que les choses tournent mal a considérablement augmenté.

"L'échelle de l'escalade" et Docteur Folamour

Plusieurs scénarios d'une utilisation prochaine de l'arme nucléaire par la Russie semblent possibles : 1) une détonation au-dessus de la mer Noire ne faisant aucune victime mais démontrant la volonté russe de franchir le seuil nucléaire et signalant que le pire est à venir ; 2) une frappe directe contre les dirigeants ukrainiens, visant à tuer le président Volodymyr Zelensky et ses conseillers dans leurs bunkers souterrains ; 3) une attaque nucléaire sur une cible militaire ukrainienne, peut-être une base aérienne ou un dépôt d'approvisionnement, qui n'est pas destinée à blesser des civils ; 4) la destruction d'une ville ukrainienne, causant des pertes civiles massives et créant la terreur pour



précipiter une reddition rapide - les mêmes objectifs qui ont motivé les attaques nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki.

Toute réponse de l'administration Biden serait basée non seulement sur la façon dont la Russie utilise une arme nucléaire contre l'Ukraine, mais aussi, de façon plus importante encore, sur la manière dont le comportement futur de la Russie pourrait être affecté par la réponse américaine. Cette réponse encouragerait-elle Poutine à faire marche arrière - ou à redoubler d'efforts ? Les débats de la guerre froide sur la stratégie nucléaire portaient sur les moyens d'anticiper et de gérer l'escalade d'un conflit. Au début des années 1960, Herman Kahn, éminent stratège de la Rand Corporation et du Hudson Institute, a imaginé une métaphore visuelle du problème : "l'échelle de l'escalade". Kahn a inspiré en grande partie le personnage du Docteur Folamour dans le film, devenu un classique, de Stanley Kubrick sorti en 1964, et l'échelle d'escalade reste un concept central dans la réflexion sur la manière de combattre une guerre nucléaire. La version de Kahn comportait 44 échelons. Au bas de l'échelle, on trouvait l'absence d'hostilités ; au sommet, l'anéantissement nucléaire. Un président pouvait choisir de passer de l'étape n° 26, "Attaque de démonstration sur la zone intérieure", à l'étape n° 39, "Frappes lentes contre les villes". L'objectif de chaque nouvelle étape de l'escalade pouvait varier. Il pouvait s'agir simplement d'envoyer un message. Ou de contraindre, contrôler ou anéantir un adversaire. Vous grimpez l'échelle pour en redescendre un jour.

Le "tourbillon d'escalade" est une visualisation plus récente et plus complexe d'un éventuel conflit entre des puissances nucléaires. Elle a été développée par Christopher Yeaw, qui a officié comme directeur scientifique à l'United States Air Force Global Strike Command de 2010 à 2015. En plus de l'aspect vertical des échelons de l'escalade, le tourbillon intègre un mouvement horizontal qui englobe les divers aspects de la guerre moderne : spatiale, cybernétique, conventionnelle, nucléaire. Un tourbillon d'escalade ressemble à une tornade. L'illustration de l'un d'entre eux, qui figure dans un diaporama du Global Strike Command, place la pire issue possible là où l'entonnoir est le plus large : "les niveaux les plus élevés de la destruction sociale définitive".

"Folie nucléaire de Poutine"

En octobre 1962, Sam Nunn avait 24 ans. Récemment diplômé de l'école de droit de l'université d'Emory, il venait de décrocher une habilitation de sécurité et un emploi à la Commission des forces armées de la Chambre des représentants. Quand un collègue censé partir à l'étranger pour superviser les bases de l'Otan fit marche arrière, Nunn le remplaça, quitta les Etats-Unis pour la première fois - et se retrouva sur la base aérienne de Ramstein, en Allemagne, au pic de la crise des missiles de Cuba. Il se souvient d'avoir vu des soldats de l'Otan en station près des pistes, chacun chargé d'une seule bombe à hydrogène, prêts à s'envoler pour l'Union soviétique. Les pilotes s'asseyaient sur des chaises à côté de leur avion, jour et nuit, et essayaient de dormir en attendant l'ordre de décoller. Ils avaient assez de carburant pour l'aller, et prévoyaient d'atterrir quelque part, d'une manière ou d'une autre, après avoir largué leurs bombes. Le commandant de la force aérienne américaine en Europe indiqua à Nunn que si une guerre éclatait, ses pilotes devraient partir en quelques minutes ; que la base aérienne de Ramstein serait l'une des premières cibles de l'Otan que détruirait une attaque nucléaire soviétique. Il gardait en permanence un talkie-walkie sur lui pour donner l'ordre de décoller.



La crise des missiles à Cuba a profondément marqué Nunn. Pendant les vingt-quatre années où il officia comme sénateur aux Etats-Unis, il travailla sans relâche pour réduire le risque d'une guerre nucléaire et du recours à la terreur nucléaire. A la tête de la Commission des forces armées du Sénat, il défendit le principe d'une coopération étroite avec Moscou en matière nucléaire. Afin de poursuivre ces efforts, il cofonda ensuite une organisation à but non lucratif, la Nuclear Threat Initiative, avec laquelle j'ai collaboré sur un certain nombre de projets. Tout ce travail risque à présent d'être défait par l'invasion russe en Ukraine et la virulente rhétorique nucléaire qui l'accompagne.

Avant l'attaque de l'Ukraine, les cinq nations autorisées à disposer d'armes nucléaires par le traité sur la non-prolifération (TNP) - Etats-Unis, Royaume-Uni, Russie, Chine, France - avaient conclu un accord en vertu duquel l'emploi de ces armes se justifierait seulement dans un cadre purement défensif, en réaction à une attaque nucléaire, ou conventionnelle de large portée. En janvier, ces cinq pays ont publié une déclaration commune proclamant la maxime de Ronald Reagan : "Une guerre nucléaire ne doit jamais être menée et ne peut jamais être gagnée." Un mois plus tard, la Russie a violé les normes qui avaient prévalu pendant plus d'un siècle en vertu du TNP. Elle a envahi un pays qui avait renoncé aux armes nucléaires, menacé d'une attaque nucléaire quiconque essaie de lui venir en aide, et commis des actes de terrorisme nucléaire en bombardant les centrales de Tchernobyl et Zaporijia.

Nunn soutient la stratégie de "l'ambiguïté délibérée", adoptée par l'administration Biden, sur la réponse à apporter à l'usage d'une arme nucléaire par la Russie. Mais il espère qu'en secret, une sorte de diplomatie informelle soit menée, avec une personnalité largement respectée comme l'ancien directeur de la CIA Robert Gates, afin de faire savoir sans ménagement aux Russes avec quelle brutalité les Etats-Unis pourraient riposter s'ils franchissaient le seuil du nucléaire. Pendant la crise des missiles de Cuba, le président John F. Kennedy et le premier secrétaire Nikita Khrouchtchev voulaient tous deux éviter une guerre nucléaire totale - et pourtant, ils ont failli en avoir une, à cause d'incompréhensions, de malentendus et d'erreurs. La diplomatie informelle a joué un rôle crucial pour mettre fin sans encombre à cette crise.

Nunn décrit les violations russes de normes longtemps en vigueur comme "la folie nucléaire de Poutine", et souligne les trois fondamentaux essentiels pour éviter une catastrophe nucléaire : des dirigeants rationnels, une information exacte et pas de bévues majeures. "Or, pour chacun de ces trois éléments, le doute est permis", affirme-t-il.

L'erreur d'une riposte nucléaire

Si la Russie utilise une arme nucléaire en Ukraine, Nunn pense que la riposte nucléaire américaine doit être le dernier recours. Il privilégie une sorte d'escalade horizontale, qui consiste à tout mettre en oeuvre pour éviter un échange nucléaire entre la Russie et les Etats-Unis. Par exemple, si la Russie frappe l'Ukraine avec un missile nucléaire de croisière lancé d'un bateau, il préconise de couler immédiatement ce navire. Le nombre de pertes ukrainiennes devrait déterminer la sévérité de la réaction américaine - et toute escalade devrait se limiter à des armes conventionnelles. La flotte russe en mer Noire pourrait être coulée en guise de représailles, et une zone d'exclusion aérienne imposée au-dessus de l'Ukraine, même si cela implique de détruire des unités antiaériennes sur le sol russe.



Depuis le début de l'invasion, les menaces nucléaires de la Russie ont pour but de décourager les Etats-Unis et leurs alliés de l'Otan de livrer du matériel militaire à l'Ukraine. Et ces menaces sont soutenues par les capacités russes. L'année dernière, lors d'un exercice d'entraînement impliquant environ 200 000 soldats, l'armée russe s'est exercée à lancer une attaque nucléaire contre les forces de l'Otan en Pologne. "La Russie sera de plus en plus incitée à attaquer les lignes d'approvisionnement des pays de l'Otan vers l'Ukraine au fur et à mesure que la guerre se poursuivra", affirme Nunn. Cela accroîtra également le risque de graves dérapages et d'erreurs. Une attaque russe intentionnelle ou par inadvertance contre un pays de l'Otan pourrait être le début de la Troisième Guerre mondiale.

Au cours de l'été 2016, des membres de l'équipe de sécurité nationale du président Barack Obama ont secrètement organisé un jeu de guerre dans lequel la Russie envahit un pays de l'Otan dans les pays Baltes, puis utilise une arme nucléaire tactique à faible rendement contre les forces de l'Otan pour mettre fin au conflit dans des conditions favorables. Comme le décrit Fred Kaplan dans *The Bomb* (2020), deux groupes au sein de l'administration Obama sont parvenus à des conclusions très divergentes sur ce que les Etats-Unis devaient faire. Le comité dit "principal" du Conseil national de sécurité (NSC) - comprenant des membres du Cabinet et des membres des chefs d'état-major interarmées - a estimé que les Etats-Unis n'avaient pas d'autre choix que de riposter avec des armes nucléaires. Tout autre type de réponse serait la preuve, selon le comité, d'un manque de détermination, nuirait à la crédibilité américaine et affaiblirait l'alliance de l'Otan. Le choix d'une cible nucléaire appropriée s'est cependant avéré difficile. Frapper la force d'invasion de la Russie entraînerait la mort de civils innocents dans un pays de l'Otan. Frapper des cibles à l'intérieur de la Russie risquerait de faire dégénérer le conflit en une guerre nucléaire totale. En fin de compte, le comité principal du NSC a recommandé une attaque nucléaire contre la Biélorussie, une nation qui n'a joué aucun rôle dans l'invasion de l'allié de l'Otan, mais qui a le malheur d'être elle-même un allié de la Russie.

Des membres adjoints du NSC ont joué au même jeu de guerre et ont proposé une réponse différente. Colin Kahl, à l'époque conseiller du vice-président Biden, a fait valoir qu'une riposte à l'arme nucléaire serait une énorme erreur, qui sacrifierait leurs valeurs morales. Kahl pensait qu'il serait bien plus efficace de répondre par une attaque conventionnelle et de retourner l'opinion mondiale contre la Russie pour avoir violé le tabou nucléaire. Les autres étaient d'accord, et Avril Haines, conseillère adjointe à la sécurité nationale, avait suggéré de fabriquer des tee-shirts avec le slogan "Les adjoints devraient diriger le monde". Haines est maintenant la directrice du renseignement national du président Biden, et Kahl est le sous-secrétaire à la Défense pour la politique.

Cyberattaque dévastatrice

En 2019, l'Agence de réduction des menaces de la Défense (DTRA) a organisé de vastes jeux de guerre sur la façon dont les Etats-Unis devraient réagir si la Russie envahissait l'Ukraine et avait ensuite recours à une arme nucléaire. La DTRA est la seule agence du Pentagone chargée exclusivement de contrer et de dissuader les armes de destruction massive. Bien que les résultats de ces jeux de guerre du DTRA soient classifiés, l'un des participants m'a confié : "Il n'y a pas eu de scénario positif."



Les scénarios de recours au nucléaire étaient étrangement similaires à ceux envisagés aujourd'hui. A propos de la guerre nucléaire, ce participant a ajouté que le message central du film *WarGames* de 1983 est toujours valable : "Ne pas jouer est le seul coup gagnant."

Aucun des experts en sécurité nationale que j'ai interrogés ne pense que les Etats-Unis devraient utiliser une arme nucléaire en réponse à une attaque nucléaire russe contre l'Ukraine. Rose Gottemoeller - qui a été la négociatrice américaine en chef du nouveau traité de contrôle des armements START avec la Russie, puis secrétaire générale adjointe de l'Otan - estime que toute attaque nucléaire contre l'Ukraine susciterait une condamnation mondiale, notamment de la part des pays d'Afrique et d'Amérique du Sud, continents qui sont des zones dépourvues d'armes nucléaires. Elle pense que la Chine, malgré son soutien tacite à l'invasion de l'Ukraine, s'opposerait fermement à l'utilisation d'une arme nucléaire par Poutine et soutiendrait les sanctions contre la Russie au Conseil de sécurité des Nations unies. La Chine défend depuis longtemps les "garanties nucléaires négatives" et a promis en 2016 "de ne pas utiliser ou menacer d'utiliser des armes nucléaires contre des Etats non dotés d'armes nucléaires ou dans des zones exemptes d'armes nucléaires".

L'ex-négociatrice américaine des traités de contrôle des armes stratégiques entre les Etats-Unis et la Russie, Rose Gottemoeller, le 27 octobre 2017.

Armend NIMANI / AFP

Si les Etats-Unis détectent que des armes tactiques sont retirées de sites de stockage russes, Mme Gottemoeller pense que l'administration Biden devrait envoyer un avertissement sévère à Moscou par des voies détournées, puis rendre public le déplacement de ces armes, en utilisant la même tactique de partage des renseignements qui a semblé déjouer les opérations russes sous faux drapeau impliquant des armes chimiques et biologiques en Ukraine. Au fil des années, elle a fait la connaissance de nombreux hauts commandants qui supervisent l'arsenal nucléaire russe et a acquis un grand respect pour leur professionnalisme. Selon Mme Gottemoeller, ils pourraient résister à un ordre d'utiliser des armes nucléaires contre l'Ukraine. Et s'ils obéissent à cet ordre, l'option qu'elle privilégie serait "une réponse diplomatique musclée" à la frappe nucléaire, et non une réponse militaire nucléaire ou conventionnelle, associée à une forme de guerre hybride. Les Etats-Unis pourraient lancer une cyberattaque dévastatrice contre les systèmes de commandement et de contrôle russes liés à l'attaque nucléaire et laisser ouverte la possibilité d'attaques militaires ultérieures.

Cibles militaires à l'intérieur de la Russie

Scott Sagan, codirecteur du Centre pour la sécurité et la coopération internationales à l'université de Stanford, estime que le risque d'une utilisation par la Russie de l'arme nucléaire a diminué au cours du mois dernier, les combats s'étant déplacés vers le sud de l'Ukraine. Il est peu probable que Poutine contamine le territoire dont il espère s'emparer avec des retombées radioactives. Et un coup de semonce, comme l'explosion d'une arme nucléaire inoffensive au-dessus de la mer Noire, ne servirait selon lui par à grand-chose. Ce serait une preuve d'irrésolution, et non de détermination - conclusion à laquelle sont parvenus les Etats-Unis il y a un demi-siècle au sujet de l'utilité potentielle d'une frappe de démonstration de l'Otan pour dissuader l'Armée rouge.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 31

Sagan concède que si la Russie devait perdre des batailles majeures dans le Donbass, ou si une contre-offensive ukrainienne semblait sur le point de mener à une victoire importante, Poutine pourrait utiliser l'arme nucléaire pour obtenir une reddition ou un cessez-le-feu. Comme riposte, en fonction des dégâts causés par cette explosion nucléaire, Sagan préconiserait des attaques conventionnelles américaines contre les forces russes en Ukraine, contre les navires russes en mer Noire, voire des cibles militaires à l'intérieur de la Russie, comme par exemple la base ayant servi de lancement à la frappe nucléaire.

Sagan critique la façon dont est généralement représentée l'évolution des conflits militaires. L'image d'une "échelle de l'escalade" lui semble trop statistique. Cette métaphore suggère la liberté de décider si l'on doit monter ou descendre les échelons. Sagan estime que l'escalade nucléaire ressemble davantage à un escalator : une fois que celui-ci se met en marche, il est très difficile d'en descendre. Cet expert serait ainsi profondément préoccupé par tout signe indiquant que Poutine prendrait ne serait-ce que des mesures initiales en vue d'un usage de l'arme nucléaire. "Nous ne devons pas sous-estimer le risque d'une explosion nucléaire accidentelle si les armes tactiques sont retirées de leur bunker de stockage et dispersées largement parmi les forces militaires russes" avertit Sagan.

J'ai récemment déjeuné avec l'ancien secrétaire à la Défense William J. Perry, à son domicile à Palo Alto (Californie). Aujourd'hui âgé de 94 ans, il est l'un des derniers grands stratèges militaires toujours en activité qui a été un témoin direct des ravages de la Seconde Guerre mondiale. Il a servi dans l'armée d'occupation au Japon, et rien de ce qu'il avait lu sur les bombardements ne l'avait préparé à ce qu'il a vu là-bas : une grande ville réduite en cendres, avec des survivants au milieu de décombres fondus, dépendant de rations militaires. A Naha, capitale d'Okinawa, la destruction semblait encore pire. Dans ses Mémoires, Perry écrit que pas un seul bâtiment n'est resté debout, et fournit une description célèbre : "Le paysage tropical luxuriant a été transformé en un vaste champ de boue, de plomb, de pourriture et d'asticots." Ce que Perry a vu au Japon l'a profondément ébranlé au sujet de la menace nucléaire. Naha et Tokyo ont été dévastées par des dizaines de milliers de bombes larguées au cours de centaines de raids aériens ; pour Hiroshima et Nagasaki, il a suffi d'une seule bombe atomique.

L'ancien secrétaire à la Défense William J. Perry, le 6 mars 2015.

ALEX WONG / GETTY IMAGES NORTH AMERICA / Getty Images via AFP

Par la suite, Perry a fait des études de mathématiques et est devenu un pionnier de la Silicon Valley, se spécialisant dans la surveillance par satellite et l'utilisation de la technologie numérique pour la guerre électronique. Durant la crise des missiles de Cuba, il s'est rendu à Washington, à la demande de la CIA, pour minutieusement examiner les photographies satellites de l'île, à la recherche de preuves de la présence d'armes nucléaires soviétiques. Il a contribué aux rapports du renseignement lus chaque matin par le président Kennedy, et s'est demandé chaque soir si le lendemain serait son dernier jour. En tant que sous-secrétaire à la Défense sous l'administration Carter, Perry a joué un rôle crucial dans le développement de matériaux furtifs. En tant que secrétaire de la Défense sous l'administration Clinton, il a oeuvré à enfermer les armes nucléaires et les matières fissiles dans des lieux situés dans toute l'ancienne Union soviétique.



Après avoir quitté le Pentagone, il s'est forgé une réputation de pacifiste, rejoignant Sam Nunn, Henry Kissinger et George Shultz en 2008 dans un plaidoyer pour l'abolition des armes nucléaires, s'opposant aux projets américains de nouveaux missiles balistiques à longue portée et appelant les Etats-Unis à déclarer officiellement qu'ils ne seront jamais les premiers à lancer une attaque nucléaire. Mais les opinions de Perry au sujet l'invasion russe de l'Ukraine sont tout sauf conciliantes et floues.

Armes nucléaires russes à ultra-faible rendement

Nous avons mangé des sandwiches préparés par Perry, assis sur une grande terrasse où les jardinières débordaient de fleurs et où les colibris voltigeaient au-dessus des mangeoires, sous un ciel bleu éclatant. Le cadre ne pouvait être plus bucolique, et l'idée d'une guerre nucléaire plus éloignée. Quelques jours plus tôt, Perry avait prononcé un discours à Stanford sur les enjeux en Ukraine. La paix qui avait régné en Europe pendant près de huit décennies avait volé en éclats le 24 février, expliqua-t-il. "Si l'invasion de la Russie réussit, nous devons nous attendre à voir d'autres invasions". Poutine se livre désormais à un chantage, menaçant d'utiliser les armes nucléaires à des fins offensives, et non défensives, en essayant de dissuader les Etats-Unis de livrer des armes conventionnelles dont l'Ukraine a cruellement besoin. "Je crains que si nous cédon à cette menace scandaleuse, nous y serons bientôt à nouveau confrontés" avertit Perry.

Le comportement de Perry est réfléchi, calme et doux, pas le moins du monde alarmiste ou trop émotif. Je le connais depuis plus de dix ans, et bien que sa voix se soit adoucie, son esprit reste remarquablement intact. Sous sa chaleur et sa gentillesse se cache de l'acier. Perry a rencontré Poutine à plusieurs reprises, depuis l'époque où ce dernier était maire adjoint de Saint-Petersbourg. Il pense que Poutine fera usage d'armes tactiques en Ukraine si cela semble lui procurer un avantage. Bien que la politique officielle de la fédération de Russie ne préconise un usage des armes nucléaires qu'en cas de menace existentielle, les déclarations publiques de Moscou doivent toujours être prises avec des pincettes. L'Union soviétique avait catégoriquement nié l'existence des bases de missiles à Cuba, au moment même où elle était en train de les construire. Pendant des années, elle s'est engagée à ne jamais être la première à utiliser une arme nucléaire, tout en adoptant secrètement des plans de guerre qui débutaient par des attaques nucléaires à grande échelle contre des bases de l'Otan et contre des villes européennes. Le Kremlin a nié avoir l'intention d'envahir l'Ukraine, jusqu'à ce qu'il envahisse l'Ukraine. Perry a toujours jugé Poutine compétent et discipliné, mais froid. Il pense que Poutine est aujourd'hui encore rationnel et sain d'esprit, mais qu'il serait capable d'utiliser des armes nucléaires en Ukraine afin de remporter la victoire et ainsi assurer la survie de son régime.

Pendant la guerre froide, les Etats-Unis ont placé des milliers d'armes nucléaires tactiques à faible rendement au sein des pays de l'Otan, et prévoyaient de les utiliser en cas d'invasion soviétique. En septembre 1991, le président George Bush a ordonné de façon unilatérale que toutes ces armes tactiques américaines soient retirées et détruites. Cette décision de Bush faisait savoir que la guerre froide était terminée et que les Etats-Unis ne considéraient plus les armes tactiques comme utiles sur le champ de bataille. Leurs dommages collatéraux, l'imprévisibilité des retombées radioactives mortelles semblaient contre-productifs et inutiles.



Les Etats-Unis ont développé des armes conventionnelles de précision, capables de détruire n'importe quelle cible importante, sans briser le tabou nucléaire. Mais la Russie, elle, ne s'est jamais débarrassée de ses armes nucléaires tactiques. A mesure que la puissance de ses forces militaires conventionnelles diminuait, elle a développé des armes nucléaires à très faible et même ultra-faible rendement, qui produisent relativement peu de retombées. Pour reprendre les termes d'un éminent concepteur russe d'armes nucléaires, ces armes sont "respectueuses de l'environnement". Les plus de cent "explosions nucléaires pacifiques" réalisées par l'Union soviétique - prétendument pour acquérir des connaissances sur l'utilisation du nucléaire dans le cadre de tâches banales comme l'excavation de réservoirs - ont facilité l'élaboration d'armes tactiques à très faible rendement.

Deux explosions nucléaires ont déjà eu lieu en Ukraine, dans le cadre du "Programme n°7 - Explosions pacifiques pour l'économie nationale" de l'Union soviétique. En 1972, un engin nucléaire a explosé, soi-disant pour sceller un puits de gaz qui fuitait dans une mine à Krasnograd, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Kharkiv. La force explosive était environ quatre fois moins importante que la bombe ayant détruit Hiroshima. En 1979, un autre engin nucléaire a explosé pour prétendument éliminer le méthane dans une mine de charbon près d'une ville dans le Donbass. La force explosive était environ 45 fois supérieure à celle de la bombe d'Hiroshima. Ni les travailleurs de la mine ni les 8000 habitants aux alentours n'ont été informés. Les mineurs ont eu droit à un jour de congé pour "exercice de défense civile", puis ont été renvoyés dans la mine.

Détruire les forces russes présentes en Ukraine

Selon Perry, la faiblesse des forces conventionnelles russes par rapport à celles des Américains, et l'avantage relatif de la Russie en matière d'armes tactiques sont des facteurs qui pourraient inciter Poutine à lancer une attaque nucléaire. Il serait très avantageux pour la Russie d'établir une légitimité de l'usage d'armes nucléaires tactiques. Pour cela, Poutine doit choisir la bonne cible. Perry pense qu'une frappe de démonstration au-dessus de la mer Noire n'apporterait pas grand-chose à Poutine. La destruction d'une ville ukrainienne, avec de nombreuses victimes civiles, serait une énorme erreur. Mais si la Russie peut détruire une cible militaire sans grandes retombées radioactives, sans victimes civiles et sans susciter de réponse forte de la part des Etats-Unis, Perry pense qu'il n'y aurait pas de "gros obstacle" à ce qu'elle agisse. La Russie possède plus d'armes nucléaires que toute autre nation dans le monde. Sa fierté nationale est fortement liée à ces armes. Ses propagandistes célèbrent presque quotidiennement l'usage possible d'armes nucléaires - contre l'Ukraine, ainsi que contre les Etats-Unis et leurs alliés de l'Otan - dans le but de les banaliser. Son armée a déjà détruit des villes ukrainiennes, pris pour cibles délibérées des hôpitaux, tué des milliers de civils, toléré des pillages et des viols. L'utilisation d'une arme nucléaire à très faible rendement contre une cible purement militaire pourrait sembler ne pas être trop polémique. "Il y aurait un tollé international, mais je ne pense pas que cela durerait longtemps" estime Perry. "Cela pourrait se dissiper en une semaine ou deux".

Si les Etats-Unis obtiennent des renseignements indiquant que la Russie se prépare à utiliser une arme nucléaire, Perry conseille de rendre cette information immédiatement publique. Et si la Russie en fait usage, les Etats-Unis devraient appeler à une condamnation internationale, faire le plus grand tapage possible - en insistant sur le mot "nucléaire" - et engager une action militaire, avec ou sans leurs alliés de l'Otan.



Les représailles devraient être fortes, ciblées et conventionnelles, mais non nucléaires. Elles devraient se limiter à l'Ukraine, idéalement sur des cibles en lien avec l'attaque nucléaire. "Vous voulez monter le moins possible dans l'échelle de l'escalade, tout en provoquant un effet puissant et pertinent" explique Perry. Mais si Poutine répond avec une autre attaque nucléaire, alors "on relève le gant une deuxième fois" et on détruit peut-être les forces militaires russes présentes en Ukraine, ce que les Etats-Unis pourraient facilement faire avec des armes conventionnelles. Perry est conscient que ces escalades s'approcheraient des scénarios à la Docteur Folamour évoqués par Herman Khan. Mais si nous finissons par faire la guerre à la Russie, ce sera le choix de Poutine, pas le nôtre.

Perry alerte depuis de nombreuses années sur la montée du risque nucléaire. L'invasion de l'Ukraine a malheureusement confirmé sa prédiction. Selon lui, les probabilités d'une guerre nucléaire à grande échelle étaient bien plus élevées pendant la crise des missiles de Cuba. En revanche, les probabilités d'une utilisation de l'arme nucléaire sont plus élevées aujourd'hui. Perry espère en tout cas que les Etats-Unis ne se laisseront pas intimider par le chantage nucléaire, car cela encouragerait d'autres pays à se doter d'armes nucléaires et à menacer leurs voisins.

Lorsque j'ai écouté l'enregistrement de ma conversation avec Bill Perry, celui-ci était parsemé de sons incongrus de carillons et de chants d'oiseaux. Vladimir Poutine peut déterminer si, quand et où une attaque nucléaire aura lieu en Ukraine. Mais il ne peut pas contrôler ce qui se passera ensuite. Les conséquences de ce choix, la série d'événements qu'il pourrait entraîner ne peuvent être connus. Selon le *New York Times*, l'administration Biden a formé une équipe spéciale composée de responsables de la sécurité nationale pour organiser des jeux de guerre sur ce qu'il faudrait faire en cas d'utilisation d'une arme nucléaire par la Russie. Après toutes mes discussions avec des experts, une chose est claire : nous devons être prêts à prendre des décisions difficiles, à l'issue incertaine, que personne ne devrait jamais avoir à prendre

Voici comment l'Otan réagirait en cas d'attaque nucléaire de Moscou

Un ancien directeur de la CIA a laissé entendre que la Russie serait lourdement impactée en cas d'utilisation de l'arme nucléaire, rapporte « Le Figaro ».

Par LePoint.fr

C'est l'une des principales sources d'inquiétude de la communauté internationale sur le front de la guerre en Ukraine. *Le Figaro* explique les grandes manœuvres qu'adopterait l'Otan si Vladimir Poutine mettait à exécution ses menaces d'utilisation de l'arme nucléaire. Cette perspective aurait de lourdes répercussions dans l'issue du conflit, mais aussi pour le Kremlin et son armée, qui se retrouveraient considérablement affaiblis.

« Nous répondrions en menant un effort de l'Otan qui éliminerait toutes les forces conventionnelles russes que nous pouvons voir » sur le champ de bataille ukrainien ainsi qu'en Crimée annexée, explique l'ancien directeur de la CIA David Petraeus à la chaîne ABC, dans des propos relayés par *Le Figaro*.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 35

« Tous les navires en mer Noire » seraient également détruits, a-t-il ajouté, précisant qu'il s'exprimait en son nom, sans s'être concerté avec Jake Sullivan, le conseiller à la sécurité nationale américaine.

Même si l'emploi d'une arme nucléaire en Ukraine n'engendrait pas de facto l'entrée en guerre de l'Otan contre la Russie, Kiev ne faisant pas partie de l'Alliance, une « réponse des États-Unis et de l'Otan » semblerait inéluctable selon David Petraeus. Cette intervention intervient seulement quelques jours après que Vladimir Poutine a affirmé que toute frappe sur les nouveaux territoires annexés par la Russie (régions de Louhansk, de Donetsk, de Kherson et de Zaporijia) serait considérée comme une agression, semant le doute sur une possible utilisation de l'arme nucléaire.

Des pays membres de l'Otan potentiellement touchés par les radiations

Selon l'ancien patron de la CIA, les conséquences qu'un tel acte pourrait avoir sur les pays membres de l'Otan suffiraient à enclencher une intervention de l'Alliance. David Petraeus a reconnu que la probabilité que les radiations nucléaires s'étendent aux pays de l'Otan pourrait être interprétée comme une attaque contre un pays membre, en vertu de l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord, expliquent nos confrères.

Jugeant Vladimir Poutine « désespéré », David Petraeus estime que la fin du conflit passera avant tout par la table des négociations. « Il faudra bien qu'il y ait un début de négociations, comme l'a dit le président ukrainien Zelensky », préconise-t-il pour mettre fin à la guerre.